ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 110 - 16 septembre 1989 - prix : 8 F

Peugeot

VIVE LA GRÈVE !

(AFP)

M 6189 - 1110 - 8,00 F
3796189008001 11100

Peugeot

VIVE LA GRÈVE !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

La grève pour les salaires se poursuit à l'usine Peugeot de Mulhouse. Partie le 1er septembre du débrayage d'une poignée d'ouvriers qui ont cherché et réussi à entraîner leurs camarades, elle est devenue en moins d'une semaine majoritaire dans cette usine qui compte 13 000 salariés. Depuis, quoi qu'en disent la direction de Peugeot et une partie de la presse qui prennent leurs désirs pour des réalités en annonçant la fin proche du conflit, la grève tient bon et aucune production ne sort de l'usine. Mieux, elle semble en passe de s'étendre, non loin de là, à l'usine Peugeot de Sochaux, la plus grosse concentration ouvrière du trust.

★ ★ ★

Les travailleurs de Peugeot en ont assez. Comme tant d'autres travailleurs de ce pays, leurs salaires sont bloqués et ils gagnent pour la plupart à peine plus de 5 000 F par mois, parfois 6 000 F, et leur patron, qui empoche des bénéfices record, a encore annoncé des augmentations de salaire inférieures à la hausse des prix. Pourquoi se gêner ? Pourquoi ne pas continuer à faire produire le maximum en payant ses ouvriers au minimum, tant que ça marche ? Voilà comment raisonne un Calvet. Mais justement, il n'est pas sûr que ça marche encore.

Le patron commun de Peugeot et de Citroën joue les matamores et déclare qu'il n'est pas question de céder quoi que ce soit. Mais au fond il est inquiet et pas seulement lui. Le patronat et le gouvernement craignent par dessus tout la généralisation des revendications salariales. Car si Rocard affirme avoir une méthode pour régler ces conflits «cas par cas», il est le premier à savoir que le problème des salaires se pose dans les mêmes termes pour tous les travailleurs du pays.

Les travailleurs de chez Peugeot réclament une augmentation de 1 500 F mensuels. Ils rejoignent en cela la revendication qui a été celle de nombreuses grèves depuis plusieurs mois dans le secteur privé comme dans le secteur public, comme par exemple chez les infirmières qui, il y a un an, réclamaient 2 000 F par mois. Ce n'est pas un hasard, lorsque les travailleurs font leurs comptes, ils constatent qu'en plusieurs années de blocage, c'est un retard de cet ordre que leurs salaires ont pris. Alors que les bénéfices patronaux, eux, ne cessent de croître et multiplier et qu'un Calvet et ses semblables s'en vantent tous les jours dans la presse.

Alors, si Rocard dit qu'il faut traiter ces problèmes «cas par cas», c'est simplement parce que c'est de cette façon qu'il pense pouvoir vaincre, les uns après les autres, des travailleurs qu'il ne pourrait affronter s'ils s'y mettaient tous ensemble. Et ce que le gouvernement et les patrons craignent dans le conflit Peugeot, parce qu'il touche une des plus grandes entreprises du pays, c'est qu'il ne fasse tache d'huile.

★ ★ ★

Car le problème aujourd'hui n'est pas que les travailleurs ne sont pas convaincus de la justesse de leurs revendications, c'est qu'ils ne croient pas à la possibilité du combat pour les faire aboutir. Mais le conflit Peugeot est peut-être en train de montrer qu'il suffit parfois de la décision et de la détermination d'une petite minorité pour déblayer cet obstacle devant la majorité.

La trentaine d'ouvriers qui ont été à l'origine de la grève de l'usine de Mulhouse ont su peu à peu, en débrayant et en insistant, entraîner les autres travailleurs. Ce qui a été possible à l'échelle d'une usine le sera peut-être à l'échelle du trust Peugeot, s'ils réussissent à entraîner toute l'usine de Sochaux. Et ce qui est possible à l'échelle d'une usine ou d'un trust peut l'être à l'échelle de la classe ouvrière toute entière.

C'est bien la source de l'inquiétude patronale et gouvernementale devant toute grève dans une entreprise un peu importante. Car si trente ouvriers peuvent en entraîner des milliers chez Peugeot, pourquoi les milliers de Peugeot n'en entraîneraient-ils pas des millions dans les autres entreprises ?

★ ★ ★

Si les travailleurs de Peugeot, en poursuivant et en élargissant leur grève, parvenaient à gagner, ce pourrait être important pour tous. Ne serait-ce qu'à cause de l'importance de l'entreprise, il serait bien difficile aux autres patrons de refuser les mêmes augmentations de salaire. C'est bien pourquoi les grévistes de Peugeot ne peuvent que bénéficier de la sympathie et de la solidarité de tous les travailleurs.

Mais plus encore, ce serait le moment pour les autres travailleurs d'entrer en lutte avec ceux de Peugeot. Ce serait les aider, mais ce serait aussi s'aider eux-mêmes. Ce serait démontrer au patronat, au gouvernement, que cette généralisation des revendications qu'ils craignent devient une réalité qu'il n'est plus temps d'affronter «cas par cas», mais devant laquelle il faut reculer le plus vite possible.

Et ce serait pour la classe ouvrière de ce pays la meilleure démonstration qu'elle est une force considérable, à qui il ne manque, justement, que d'en avoir conscience.

(Voir en pages 10, 11 et 12 nos articles sur la grève chez Peugeot)

Le budget 1990

Dans le cadre du projet de budget pour l'année 1990, Rocard vient de présenter au Conseil des ministres du 13 septembre son nouveau «Plan emploi». Contrairement à ce que son nom indique, ce plan ne consiste pas à prendre des mesures sévères contre les patrons qui licencient, n'embauchent que de façon précaire, payent à coups de lance-pierres les travailleurs. Il consiste surtout, dans ses deux volets, économique et social, à mettre au point des dispositions allégeant les charges des entreprises, leur permettant de dépenser moins, y compris en salaires, tout en faisant plus de bénéfices.

DES CHARGES EN MOINS POUR LE PATRONAT

Le volet économique comprend surtout de soi-disant *«mesures fiscales pour l'emploi»*. Parmi celles-ci figure en bonne place l'abaissement du taux d'imposition sur les bénéfices «non distribués». Il s'agit là des bénéfices qui a priori seraient réinvestis dans la production... ce qui est loin de toute façon de vouloir dire dans la création d'emplois. Le taux d'imposition les concernant passe ainsi de 39% à 37%, soit une ristourne sur les impôts dus en 1990 par les entreprises, au titre de leurs résultats pour 1989, de 3,2 milliards de francs, quelque 320 milliards de centimes...

Après Bérégovoy, ministre des Finances, Rocard a expliqué que, contrairement à ce que le commun des contribuables pourrait penser, il ne s'agit pas là d'un cadeau aux patrons et autres actionnaires, mais d'une mesure hautement sociale, indispensable pour inciter les patrons à créer des emplois puisque, comme l'écrit *Le Figaro,* il *«leur est en effet de moins en moins possible de défalquer de leurs bénéfices imposables leurs déficits des exercices antérieurs»*. Puisqu'on ne peut plus défalquer des déficits qui n'existent plus, il faut bien exonérer les bénéfices ! Il fallait au moins un gouvernement socialiste pour y penser !

(AFP)

Depuis que Mitterrand est locataire de l'Elysée, cette forme d'encouragement aux patrons a d'ailleurs été abondamment pratiquée. C'est en 1985 que le gouvernement avait annoncé pour le budget de 1986 une baisse de 50 à 45% du taux d'imposition des bénéfices. Deux ans plus tard, ce taux n'était plus que de 42% et descendait à 39% dans le budget de 1989, en attendant la nouvelle baisse annoncée à 37%, pour 1990.

Dans la foulée, ce prétendu «Plan emploi» reconduit le crédit d'impôt pour la recherche (600 millions de francs), prévoit des crédits à taux préférentiels, ainsi que d'autres cadeaux, faits sur le dos de la Sécurité sociale cette fois. Ainsi, la disposition consistant à exonérer de charges sociales pendant deux ans un patron pour embauche d'un premier salarié est reconduite. Les cotisations pour les accidents du travail sont annoncées comme devant être allégées, plafonnées.

Enfin, Rocard parle de l'entrée en vigueur d'un «crédit impôt» (estimé à 400 millions de francs) dont seraient bénéficiaires les entreprises qui réussiraient à réduire le temps de travail des salariés sans réduire, voire en allongeant, la durée d'utilisation des machines et locaux ! Il n'a évidemment rien précisé quant aux salaires...

Lucienne PLAIN

La «lutte contre le chômage» cela rapporte à ceux qui créent le chômage. Et les chômeurs ne sont pas moins nombreux...

(Mérillon / GAMMA)

LE PLAN QUI LAISSE L'EMPLOI EN PLAN

Pas plus le second «Plan emploi» qui vient d'être décidé par Rocard, un an après le premier, que tous les autres sous les gouvernements précédents, ce dernier en date des dispositifs destinés à lutter contre le chômage ne servira à donner du travail aux deux millions et demi de chômeurs officiels, ni même à une fraction notable d'entre eux. Les plans emploi, on le sait, n'ont jamais servi à créer des emplois.

Ce plan emploi, comme les autres, sera un prétexte à donner de l'argent aux patrons, et accessoirement à donner quelque espoir, quelques occupations et quelques aumônes à certaines catégories de chômeurs pour éviter qu'ils ne basculent du désespoir dans la révolte.

C'est ainsi que, chaque année ou presque, on découvre que les mesures dites de «traitement social du chômage» qui avaient cours auparavant ne sont plus très bien adaptées, et on les change... pour en adopter de semblables. Cette fois, le gouvernement propose de regrouper les TUC, les PIL et les chômeurs bénéficiaires du RMI, sous un nouveau vocable, les CLES (Contrats locaux emploi-solidarité). Les TUC ont été «adorés» sous les précédents gouvernements ; voilà qu'on va les «brûler», comme on «brûlera» sans doute un jour prochain les CLES. Il suffit d'attendre.

La principale innovation qui est annoncée, c'est que ces CLES donneront droit à un contrat de travail à durée déterminée, et surtout que leur salaire sera augmenté par rapport à celui des TUC. Ces derniers touchaient 1250 F par mois de l'Etat (plus une contribution facultative de l'employeur). Dorénavant, toujours pour un travail à mi-temps, le bénéficiaire du CLES touchera un demi SMIC, soit 2 050 F par mois.

Peut-être les autorités se sont-elles rendu compte qu'il y avait quelque contradiction à donner 2 000 F environ aux bénéficiaires du RMI, même sans travail, et seulement 1 250 F à ceux qui avaient un petit boulot... Alors dorénavant la règle, semble-t-il, sera la suivante : tout le monde chez les chômeurs ainsi «secourus» sera aligné avec un demi-travail et un demi-salaire... Tout le monde au niveau du RMI en quelque sorte !

Le plus fort, c'est que ce système est présenté par certains commentateurs comme une «avancée sociale» du gouvernement ! Il reste maintenant à Rocard à expliquer comment il faut faire pour vivre avec des demi-repas, un demi-logement et des demi-vêtements...

Si les chômeurs ainsi «traités» par Rocard ne veulent pas se résigner à avoir une «demi-vie», il ne leur reste plus qu'à utiliser le reste du temps pour préparer la lutte contre un gouvernement qui ose se moquer d'eux à ce point.

André VICTOR

A NOS LECTEURS

1 245 393 F RECUEILLIS EN SOUSCRIPTION

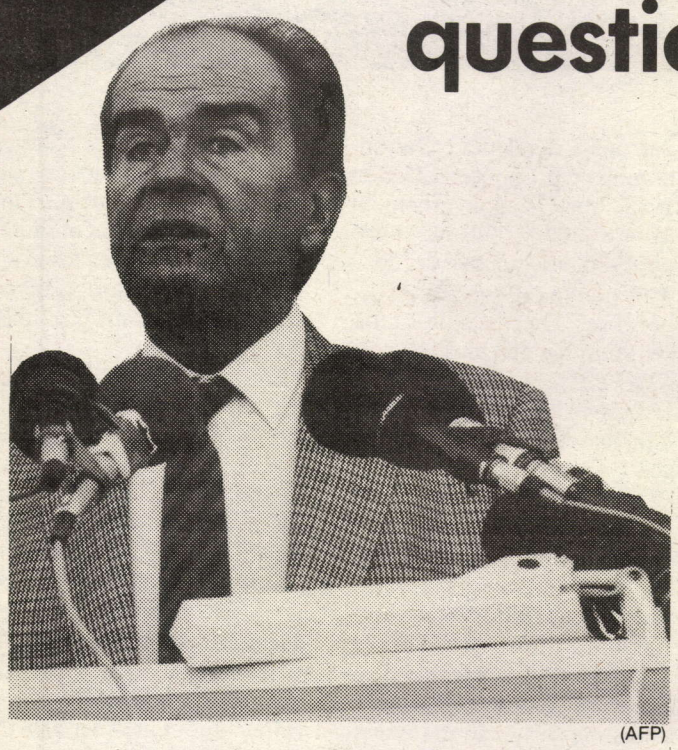
Au dernier comptage, la somme recueillie pour la souscription ouverte pour le financement de notre campagne électorale des élections européennes se montait à 1 245 393 F.

Des listes nous parviennent encore. Cependant, nous avons dû cesser leur publication dans nos colonnes. Ces élections sont passées depuis près de trois mois et il faut maintenant les réserver aux sujets que l'actualité ou l'histoire mettent à l'ordre du jour.

Alors, que nos lecteurs et amis qui nous ont aidés veuillent bien nous excuser si leur nom ou leur dédicace n'a pu paraître... et qu'ils soient remerciés pour leur compréhension et leur soutien.

A LA FETE DE L'HUMA

Beaucoup de monde... beaucoup de questions sans réponse



(AFP)

La fête de l'Humanité a-t-elle rassemblé plus de monde que l'an dernier ? Près de 647 000 vignettes vendues annonce *l'Humanité* du lendemain, qui affirme que les résultats de l'année précédente sont dépassés. Mais les responsables du PCF nous ont trop habitués à des scores qui, d'une année sur l'autre marquent selon eux une progression perpétuelle, pour que l'on se fie à leurs indications. Alors : moins, plus ? Chacun y va de ses impressions, bien évidemment subjectives.

■ Mais le fait est que la fête de l'Huma continue de rassembler beaucoup de monde. Public populaire où se mêlent les militants, les sympathisants, les électeurs ou ex-électeurs, ou tout simplement des curieux venus pour assister au spectacle. Une foule bon enfant qui, c'est manifeste, prend plaisir à se retrouver nombreuse.

Une affluence qui atteste le fait que le PCF conserve un capital de sympathie populaire que ne semble pas entamer la baisse de son influence électorale. Du moins si l'on en juge au travers du monde qui se retrouve à la Courneuve.

Cela n'empêche pas les interrogations de s'être fait entendre dans les allées, ou dans les stands. Des réflexions entendues, des discussions qui s'engagent, il apparaissait que ce qui se passe actuellement en URSS, en Pologne, en Chine n'est pas sans créer le trouble dans l'esprit de nombre de militants.

La direction du Parti, elle, se donne une allure plus sereine. Elle dispose d'une réponse passe-partout dont elle se sert depuis des années, même si, à chaque fois, elle la présente comme l'événement. Marchais a expliqué, dans le discours prononcé devant les représentants des délégations étrangères : *«Tout ce qui arrive dans les «pays socialistes» nous atteint douloureusement. Mais nous l'avions perçu depuis des années, et depuis des années nous avions manifesté nos réserves»... «C'est en 1975,* rappelle-t-il, *- il y a 14 ans - que, dénonçant le stalinisme comme «un ensemble de conceptions étrangères à notre idéal et à notre politique» nous avons affirmé notre volonté de «critiquer ouvertement, chaque fois que cela est nécessaire, ce que nous estimons constituer, ici et là, un manquement aux principes de la démocratie socialiste»... «En 1979, à notre 23e congrès, nous estimions qu'«en Union soviétique subsistaient du passé stalinien», des pratiques et des défauts...»* ... Belle lucidité que celle qui consiste à signaler les déformations staliniennes... 23 ans après que Khrouchtchev ait fait un rapport «secret», dont *l'Humanité* a, durant des années, contesté l'authenticité ! Mais une lucidité qui n'a toutefois pas permis de prévoir, et surtout de dénoncer à temps la *«période de stagnation brejnévienne»*.

Aujourd'hui, Marchais et l'équipe dirigeante du PCF laissent entendre qu'ils ont été gorbatcheviens avant Gorbatchev. Tout juste s'ils ne disent pas qu'ils ont été les artisans de sa promotion. C'est un système de défense précaire ; qui peut prévoir qu'un Gorbatchev ne subira pas le sort d'un Khrouchtchev, paré de toutes les qualités jusqu'au jour de son éviction ?

Mais surtout, à quoi peut bien servir de dire, qu'on avait, au détour d'une phrase, dénoncé tel ou tel abus... après coup ? A rien d'autre qu'à servir d'alibi à ceux qui n'ont pas su empêcher ces abus, pour ne pas dire qu'ils les ont cautionnés et couverts. A justifier leurs bassesses et leurs trahisons, mais sûrement pas à faire comprendre ce qui s'est passé et pourquoi cela a pu se passer ainsi. Sûrement pas à répondre au trouble de tous ceux qui ont mis leurs espoirs dans les idées communistes et qui s'interrogent sur les causes du gâchis qui s'étale dans des pays qu'on leur avait présentés durant des années comme des modèles...

L'Humanité du lendemain de la fête, a donné pour titre au discours de Marchais : *«L'avenir appartient au socialisme. Pas au capitalisme»*. C'est certain : l'avenir appartient toujours au communisme. Mais cela suppose qu'on ne le laisse pas entre les mains de ceux qui en ont fait une monstrueuse caricature ou à leurs héritiers.

J.P. VIAL

Le vrai visage de la "perestroïka" expliqué par les journalistes de la Pravda

Au cours de la fête de l'Humanité, les journalistes soviétiques venus répondre aux questions des visiteurs, ont résumé le but essentiel des réformes en cours en URSS : on va désormais payer les ouvriers en fonction du travail fait.

A plusieurs reprises, le rédacteur en chef de la Pravda, a répété : *«Comme Marx et Lénine l'ont écrit, le socialisme, ce n'est pas l'égalité des salaires»* ; ajoutant : *«Quelqu'un qui travaillait mal était payé autant que celui qui travaillait bien. Ce ne sera plus le cas»*. Et afin de mettre les points sur les «i», le même a conclu : *«On peut discuter dans la rue, faire des meetings ; on peut même faire la grève. Mais au travail, c'est la dictature qui doit s'appliquer» !*

Les porte-plumes des bureaucrates qui ont conduit l'URSS à la catastrophe n'ont pas tardé à dénicher dans les textes marxistes quelques formules leur permettant de faire ce que ni Marx ni Lénine n'ont bien entendu jamais fait : rejeter leurs fautes sur ceux d'en bas. Le contraire eut été étonnant.

Autant (Lara) en emporte le vent

Le cinéaste Claude Autant-Lara, élu député européen sur la liste du Front National, s'est distingué par des propos antisémites envers Simone Veil.

Ce vieillard, que certains présentent comme sénile, sait en fait fort bien ce qu'il dit. Il n'a jamais caché ses sentiments racistes ni sa sympathie à l'égard de l'occupation allemande. *"C'était le bon temps. Je ne crains pas de l'affirmer"* avait-il déclaré il y a quelques années. Comme dit la chanson : *"L'âge ne fait rien à l'affaire, quand on est con, on est con"*... Et quand on est un salaud on le reste.

Claude Autant-Lara n'a d'ailleurs pas innové dans sa déclaration. Il n'a fait qu'emboîter le pas à son chef de file, Le Pen, même si ce dernier a cru bon de prendre quelques distances vis-à-vis des propos du cinéaste. Car Le Pen aussi, à intervalle régulier complète l'expression de son racisme anti-arabe par celle de son antisémitisme. Tant il est vrai que de l'un à l'autre il n'y a pas de frontière.

Les propos tenus par Autant-Lara ont soulevé dans la classe politique un tollé d'indignation, feinte ou réelle.

Ceux qui s'indignent aujourd'hui des professions de foi antisémites, en particulier les représentants de la droite classique, n'ont pas hésité en d'autres circonstances à s'allier avec ce même Front National pour gagner soit un poste de député, soit une majorité dans un conseil municipal ou régional. Et leur indignation d'aujourd'hui ne les empêche pas de retenir dans les idées du Front National ce qui leur convient. Car c'est le même Front National, le même Autant-Lara, le même Le Pen qui s'en prennent aux Juifs, qui disent qu'il faut renvoyer les immigrés ou qui déclarent que les syndicats ont trop de pouvoir, autrement dit qu'il faut limiter leurs droits ainsi que ceux des salariés. Autant de chevaux de bataille dont bien des dirigeants de la droite préfèrent ne pas laisser l'exclusivité à Le Pen.

Alors tous ces politiciens qui pensent, disent on laissent entendre qu'*"il y a parfois du vrai, même s'il y a beaucoup de mauvais"* dans ce que dit le Front National cherchent tout aussi cyniquement que lui à s'appuyer sur les préjugés. Et c'est une bien curieuse *"morale politique"* que celle qu'ils prétendent défendre.

Georges LATTIER

Ils profitent

«Suez» - «Victoire», la guerre des OPA

LA GROSSE GALETTE

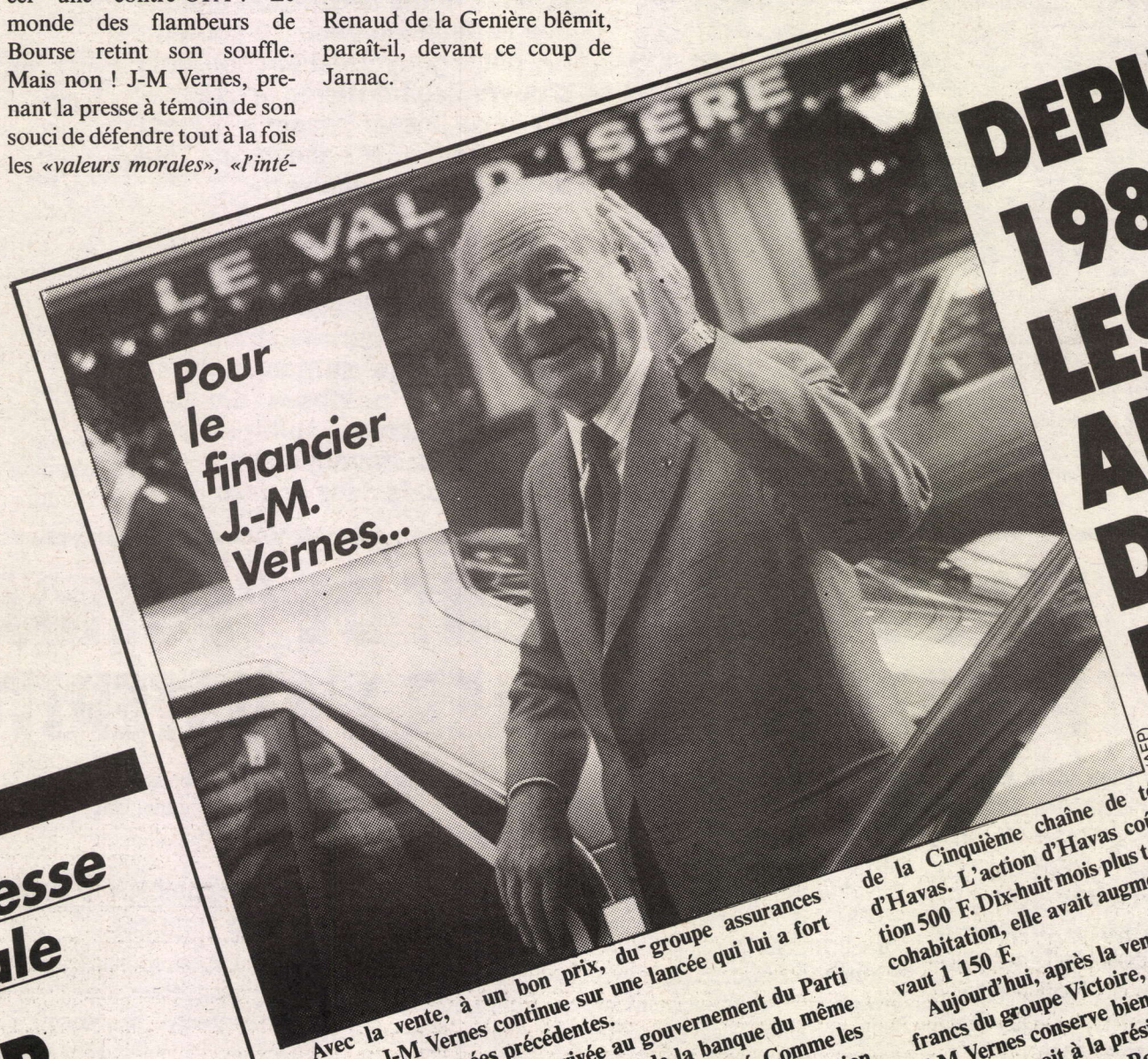
Quelques déclarations fracassantes, un coup tordu, et l'affaire est dans le sac d'écus : Jean-Marc Vernes, PDG de la Compagnie Industrielle et du deuxième assureur français, le groupe Victoire, a fait grimper en quelques jours ses actions de 13 %. Lui et ses compères (entre autres la famille Dassault et l'Air Liquide) vont empocher à peu près 6,5 milliards de francs.

Une guerre des OPA opposait J-M Vernes à un autre PDG : celui de la Compagnie Financière de Suez, Renaud de la Genière. Celui-ci voulait rafler le groupe Victoire au premier. Au début de l'été, il a donc lancé une OPA sur la Compagnie Industrielle, offrant 13 000 F par action. La cote de ces dernières était à 336 F en 1988, à 3 200 F au début 1989...

Son adversaire allait-il lancer une contre-OPA ? Le monde des flambeurs de Bourse retint son souffle. Mais non ! J-M Vernes, prenant la presse à témoin de son souci de défendre tout à la fois les *«valeurs morales»*, *«l'intérêt national»* et celui des *«petits porteurs»*, révélait qu'on lui avait proposé, à lui et à lui seul, 16 000 F par action et affirmait avoir plus d'un tour dans son sac pour faire trébucher son rival. Renaud de la Genière blêmit, paraît-il, devant ce coup de Jarnac.

Mais quelques jours après, les valeurs morales en prirent pour leur grade au profit des valeurs financières : Vernes acceptait de vendre à Suez à 14 800 F. La hache de guerre fut enterrée, et tout le monde satisfait.

«Si j'avais voulu gagner beaucoup d'argent, j'aurais employé d'autres méthodes», a conclu le vendeur. On attend la recette. Car les méthodes qu'il a déployées, appliquées au SMIC, l'auraient multiplié par plus de 40 en un an, et celui-ci serait aujourd'hui à 220 000 F (actuels, bien entendu).



(AFP)

DEPUIS 1981 LES ANNÉES DE LA FORTUNE

Avec la vente, à un bon prix, du groupe assurances Victoire, J-M Vernes continue sur une lancée qui lui a fort bien réussi les années précédentes.

Il y a huit ans, après l'arrivée au gouvernement du Socialiste, J-M Vernes, alors PDG de la banque du même nom et de surcroît ami de Chirac, fut nationalisé. Comme les affaires n'étaient alors pas très florissantes et que la gestion laissait même paraît-il à désirer, les indemnités proposées ne furent pas très importantes.

Fort heureusement pour J-M Vernes, les amis du RPR qu'il avait au Conseil Constitutionnel obligèrent le gouvernement à mieux indemniser les actionnaires des sociétés nationalisables. Vernes empocha donc 100 millions et ses amis 200 millions. C'était fort généreux car l'année suivante, en 1983, la banque Vernes perdit 160 millions et en 1984, 370 millions.

Avec ses amis de toujours, Dassault et l'Air Liquide, Vernes racheta en 1983 un petit établissement financier, la BICM, qui dans l'euphorie des hausses boursières d'alors parvint à faire des affaires d'or, ce qui lui permit d'obtenir, avec aussi le soutien de ses amis chiraquiens, 5 % du capital de la Cinquième chaîne de télévision et 4 % de celui d'Havas. L'action d'Havas coûta lors de la dénationalisation 500 F. Dix-huit mois plus tard, durant le temps béni de la cohabitation, elle avait augmenté de 38 %. Aujourd'hui elle vaut 1 150 F.

Aujourd'hui, après la vente pour quelque 6,5 milliards de francs du groupe Victoire, qu'on se rassure : le boursicoteur J-M Vernes conserve bien d'autres entreprises dans lesquelles il siège, soit à la présidence (Beghin-Say, La Marocaine de Carton-Papier, Roux-Combaluzier), soit dans des Conseils d'administration (Havas, l'Air Liquide, La Cinq, Via Banque...). En tout, trente-trois entreprises.

La morale de ces quelques années remplies comme un coffre de riche, un proche de Mitterrand l'aurait tirée en ces termes, si l'on croit *le Canard Enchaîné* du 13 septembre : *«Il y a huit ans, Jean-Marc Vernes et ses amis disposaient de 300 millions : ils pèsent aujourd'hui près de 10 milliards. Sans créer un seul emploi, mais seulement en boursicotant et en rentabilisant leurs relations, ils ont réalisé une plus-value de 3 300 %»*. Un beau bilan pour les gouvernements «socialistes» !

Dans la presse patronale

UN JOUR ORDINAIRE DE PROFITS EXTRAORDINAIRES

Lundi 11 septembre : un jour comme les autres de cette année 1989, plus juteuse encore pour le patronat que les précédentes, meilleure que tout ce que les profiteurs les plus optimistes avaient imaginé. Vingt-quatre heures qui apportent leur lot de bonnes affaires, de contrats, de rachats d'entreprises, d'opérations financières et commerciales, au cours desquels l'argent valse par centaines de millions, voire par milliards de francs.

Qu'annonçaient donc les journaux consacrés à ces questions, ce lundi-là ?

Le gros titre des *Echos* était consacré à Total et à l'industrie chimique. *«La chimie française est aujourd'hui au mieux de sa forme»*, explique le journal. Et l'article de détailler (page 13) la liste des *«très confortables profits : 3,5 milliards de francs en 1988 pour Rhône-Poulenc, 3 milliards pour Orkem, 2,2 milliards pour Atochem»*.

Dans la *Tribune de l'Expansion*, c'est un des dirigeants du trust financier géant Suez, qui vient de mettre la main au terme d'une bataille boursière sur les assurances Victoire (5e groupe français), qui explique que *«Victoire peut être payée aisément»*, le coût de cet achat n'étant, d'après ce journal, que de 4 milliards (contre 6 milliards selon le reste de la presse). Une bagatelle, de toute façon.

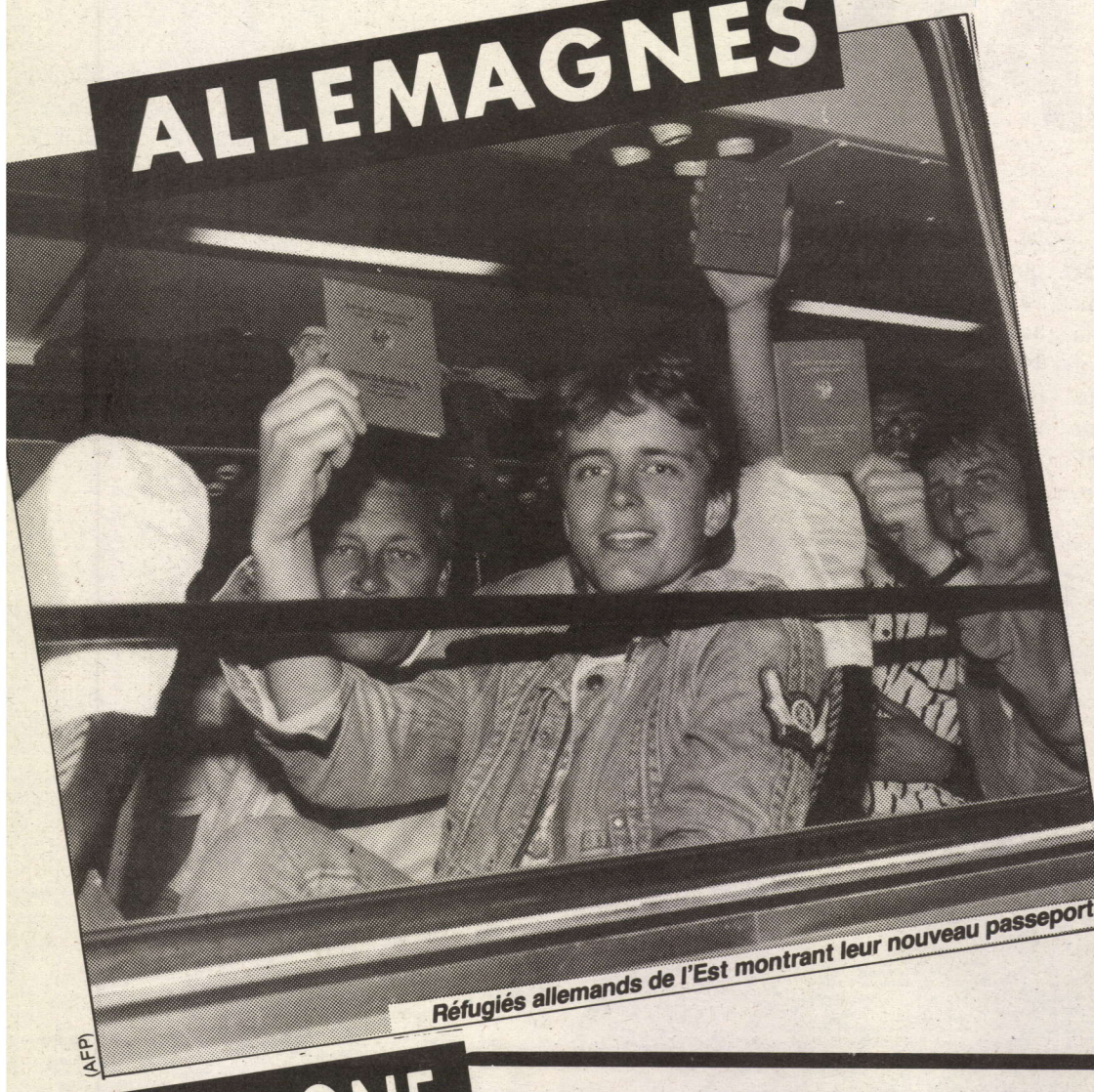
Voilà pour les grandes nouvelles. Il y a toutes les autres, le quotidien des affaires normales. *«Usinor-Sacilor renforce ses activités de négoce aux Etats-Unis»* (*Les Echos* page 7). Et à la page 10 : *«CGEE - Alsthom et Dumez construiront un barrage en Inde, de 2,9 milliards de francs»*.

La *Tribune de l'Expansion* a déniché aussi quelques nouvelles susceptibles de faire saliver les industriels et les banquiers : on y apprend (page 8) que *«Total met un pied en Thaïlande»* et (page suivante) que *«les Ciments français achètent cinq cimenteries en Turquie»*.

Exceptionnel, ce lundi 11 septembre, digne d'être marqué d'une pierre blanche par les patrons français ? Même pas : le mardi, les mêmes journaux signalaient, parmi bien d'autres événements profitables, 14,5 % d'augmentation du bénéfice de l'Air Liquide, au premier semestre ; et que Michelin serait intéressé par le rachat d'Uniroyal, second fabricant de pneus américain...

Pierre VERNANT

ALLEMAGNES



(AFP)

Réfugiés allemands de l'Est montrant leur nouveau passeport.

L'exode des DEMAIN

En quelques jours, 10 000 ressortissants d'Allemagne de l'Est ont émigré en Allemagne de l'Ouest, après la décision annoncée le dimanche soir 10 septembre par le gouvernement hongrois d'ouvrir ses frontières occidentales et de laisser passer à l'Ouest les réfugiés est-allemands qui attendaient ce «feu vert».

Les transfuges étaient attendus et bien attendus. Plusieurs camps d'accueil avaient été installés en Allemagne fédérale, près de la frontière autrichienne, où leur étaient proposés emplois, logements et aides multiples susceptibles de favoriser leur intégration rapide dans le pays.

Le coup d'audace du gouvernement hongrois, qui est passé outre les interdictions des dirigeants d'Allemagne de l'Est, a bien sûr été vivement critiqué par ces derniers. Mais sans plus. Et il n'a suscité aucune riposte virulente de la part des autorités soviétiques, celles-ci se contentant – en tout cas pour le moment – de quelques condamnations verbales concernant *«le débauchage des citoyens de la RDA (...) par certains milieux de la RFA»* et de quelques symboliques mises en garde adressées au gouvernement ouest-allemand contre *«une remise en cause du statu quo de l'après-guerre»*.

Autres temps, autres mœurs. La façon dont se règle cette affaire s'inscrit bien sûr dans une situation générale marquée par la politique de Gorbatchev et ses conséquences dans les pays satellites. On voit ces pays – Hongrie et Pologne en tête – prendre à des degrés divers davantage de

POLOGNE

UN GOUVERNEMENT DE "SOLIDARITÉ"... POUR FAIRE AVALER L'AUSTÉRITÉ

C'est par 402 voix pour, aucune voix contre et 13 abstentions que le gouvernement formé par le Premier ministre Tadeusz Mazowiecki a été approuvé par le Parlement polonais. Ce gouvernement de 13 membres est le fruit d'un savant dosage destiné justement à obtenir le soutien de l'ensemble des forces parlementaires : il comprend 12 ministres de Solidarité, 4 du POUP (le parti communiste), 4 du Parti Paysan (ZSL) et 3 du Parti Démocrate (SD).

Au programme, inflation et chômage

C'est que la tâche n'est pas simple pour le nouveau gouvernement. Le programme exposé par le Premier ministre et retransmis à la télévision polonaise exige, pour pouvoir s'appliquer, que les travailleurs polonais acceptent des sacrifices matériels supplémentaires que requiert la libéralisation de l'économie au profit du capital privé, dans ce pays encore sous-développé, ruiné par la crise et pressuré par les banquiers occidentaux.

Mazowiecki n'a pas caché qu'il entendait lutter contre l'inflation (45 % en septembre) en cessant toute subvention de l'Etat. Il prévoit donc une hausse «temporaire» de tous les prix, puis des faillites d'entreprises et le chômage, «temporaire» lui aussi. Le ministre des Finances, également membre de Solidarité, disait que, *«pour stopper l'inflation, il n'y a qu'une solution : fermer les entreprises, baisser la production, ensuite licencier et faire des chômeurs»*. *«Après,* dit le Premier ministre, *la Pologne sera un pays normal»,* c'est-à-dire qu'elle se rapprochera du *«système en vigueur dans les pays hautement industrialisés»* où, toujours selon Mazowiecki, les gens *«travaillent bien et dans le calme»*.

Evidemment, quand on sait quelle est la situation de la classe ouvrière dans les pays occidentaux, dans ceux qui sont «hautement industrialisés» et à plus forte raison dans ceux qui ne le sont pas plus que la Pologne, comme par exemple le Portugal, la Grèce ou d'autres, on comprend que Mazowiecki n'ait pas pu dire quand les choses iraient mieux, ni combien de temps durerait l'abaissement du niveau de vie et le chômage «temporaire».

Le nouveau ministre du Travail, Jacek Kuron, membre de Solidarité, opposant de longue date et autrefois révolutionnaire, a dit à propos de l'avenir de la Pologne : *«Je ne sais pas si ce sera mieux, mais ce sera plus gai»*. C'est dire crûment que la situation matérielle n'est pas près de s'améliorer pour la grande majorité de la population. En revanche, le gouvernement de Solidarité, ce sera le relâchement du carcan d'une dictature qui rendait l'atmosphère bien pesante. Sur le plan politique, le gouvernement promet de limiter la censure, de donner aux différents partis accès aux médias. Il sera possible de s'exprimer, de se réunir, de se syndiquer au grand jour. Il est question que la législation sur le droit de grève soit simplifiée – mais les grévistes ne seront plus payés.

Les travailleurs se contenteront-ils de ce changement-là ? C'est en tout cas le pari que Jaruzelski a fait en appelant Solidarité au gouvernement. Et il est possible que, grâce à la liberté retrouvée, les travailleurs fassent crédit à Solidarité et acceptent, au moins pendant un certain temps, d'être patients comme on le leur demande.

La tâche gouvernementale : faire avaler la pilule

La place des dirigeants de Solidarité au gouvernement tient à ce calcul, au pari qu'ils seront capables de faire accepter à la population laborieuse des sacrifices qu'un régime haï et discrédité parvenait de moins en moins à imposer. Une commission a été chargée d'interroger chaque ministre pressenti et a demandé à Kuron *«de quoi il est expert, dans ce gouvernement d'experts»*. Celui-ci a répondu sans détour : *«Ma spécialité c'est la grève. J'en ai fait des centaines. Je saurai en éteindre des milliers»*.

Comme on voit, les dirigeants de Solidarité savent fort bien pourquoi ils sont là et quelle tâche les attend : endormir et désarmer une classe ouvrière qui a donné, depuis des années, toutes les preuves de sa combativité, pour la convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution que de se soumettre. Les dirigeants polonais escomptent que la classe ouvrière se sentira contrainte d'accepter tous les sacrifices, sous prétexte que cette fois ce seront des hommes issus de ses propres rangs, des militants qui auparavant ont su conduire bien des grèves, qui l'y exhorteront.

Une combativité ouvrière qui peut réserver des surprises

Le calcul est-il juste ? Il le sera peut-être un certain temps, et encore ce n'est pas sûr. La classe ouvrière polonaise, justement, commence à avoir une longue expérience des faux changements politiques qui au bout du compte ne changent rien pour elle. Le parti communiste lui-même a eu plusieurs fois recours à ces changements d'hommes, de Gomulka à Gierek ou Kania, dont chacun a pu donner le change un certain temps, avant de n'avoir d'autre recours que la dictature de Jaruzelski. Mais chaque fois, les travailleurs polonais ont su retrouver les moyens qui sont ceux de leur classe : les grèves, les manifestations ouvrières, la lutte, la confiance en leurs propres forces... Cette expérience est assez profondément ancrée au sein de la classe ouvrière polonaise pour qu'elle ne l'oublie pas de sitôt.

L'arrivée de Solidarité au pouvoir pour continuer la politique d'austérité de Jaruzelski est, de ce point de vue, une expérience politique dont bien des militants ouvriers, bien des travailleurs polonais peuvent très rapidement tirer les leçons : la leçon qu'il n'y a rien à attendre des hommes, quels qu'ils soient, qui demandent qu'on leur donne un blanc-seing pour changer les choses en les mettant au gouvernement ; la leçon, encore une fois, que la classe ouvrière ne doit compter que sur ses propres forces ; la leçon aussi qu'il n'y a rien de plus à espérer des liens avec l'Occident capitaliste que des liens avec une URSS faussement communiste.

Autant de raisons, en tout cas, pour que les dirigeants de Solidarité ne se sentent pas très à l'aise dans leurs habits neufs de dirigeants du pays. Walesa lui-même l'a dit avec une franchise digne de son ami Kuron : selon lui, la plus grande erreur de Solidarité est d'avoir accepté d'aller au gouvernement. Mais, a-t-il ajouté aussitôt, *«nous n'avions pas le choix»*...

Dominique CHABLIS

Allemands de l'Est

LA RÉUNIFICATION ?

champ vis-à-vis de l'URSS et s'autoriser des relations plus étroites avec l'impérialisme. Et même les pays qui se montrent les plus rétifs à cette évolution, telle l'Allemagne de l'Est, n'échappent pas à ses conséquences. Les dirigeants d'Allemagne de l'Est ont beau raidir leurs positions, ceux qui dans le pays rêvent d'un mode de vie à l'occidentale se sentent encouragés. Et le fait que depuis six mois près de 150 000 Allemands de Hongrie, de Pologne, d'URSS, de Roumanie aient pu émigrer en Allemagne fédérale a frayé la voie aux candidats est-allemands à l'émigration.

D'autres vont-ils désormais emprunter la même voie ? Les touristes est-allemands stationnés en Hongrie – de 50 000 à 60 000 selon les autorités hongroises – vont-ils s'engouffrer dans la brèche ? Même s'ils sont prêts à les accueillir, ce n'est pas forcément ce que cherchent les dirigeants du pays d'accueil qu'est l'Allemagne fédérale. C'est en tout cas le sens des déclarations d'Helmut Kohl au congrès de la CDU (l'Union Chrétienne-Démocrate) qui affirmait récemment : *«Le but de la RFA n'est pas de favoriser l'exode des Allemands de l'Est, mais plutôt de tout faire pour augmenter leur niveau de vie, afin qu'il se rapproche de celui de la RFA»*.

Sans doute, comme l'a souligné la presse, l'émigration d'Allemands de l'Est (et de ressortissants allemands des pays de l'Est) est-elle une bonne chose pour plus d'un patron d'Allemagne de l'Ouest. Mais ce ne sont pas ces considérations économiques à court terme qui dictent la politique des dirigeants ouest-allemands.

Depuis que, dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne a été coupée en deux Etats distincts séparés par une frontière étanche, la bourgeoisie ouest-allemande souhaite aboutir à la réunification du pays, car elle sait bien que celle-ci, dans le rapport de forces actuel, se ferait sous sa domination. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, à l'heure où, l'URSS cherchant à libéraliser ses rapports avec l'impérialisme, il peut lui devenir difficile d'imposer la division de l'Allemagne, comme il lui est de plus en plus difficile de s'opposer à l'évolution centrifuge des autres Etats de l'Est européen.

Alors, si les dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest ont certainement toutes les raisons de se réjouir du fait que leur pays attire les habitants de l'autre Allemagne et ne peuvent pas les refuser sous peine d'altérer leur propre image, ils savent aussi qu'un exode trop massif pourrait contribuer à raidir les positions des dirigeants est-allemands et à tendre les relations entre les deux pays.

Alors que, bien plus que le problème des réfugiés, le problème qui se pose aux dirigeants ouest-allemands est celui de l'avenir de l'Allemagne de l'Est, à l'heure où la Hongrie, la Pologne, l'URSS assouplissent leurs rapports avec l'Occident. Et, dans les sommets de la bourgeoisie ouest-allemande, on n'est certainement pas à court d'idées pour permettre, sinon la réunification immédiate, du moins des formules d'association, voire de fédération avec l'Allemagne de l'Est, permettant de faire de celle-ci leur terrain d'action de plus en plus privilégié. Un seul problème demeure : le faire accepter aux dirigeants est-allemands !

Henriette MAUTHEY

URSS

Le discours de rentrée de Gorbatchev

VERS DES MESURES DE RESTRICTION ?

Comme beaucoup de chefs d'Etat, Gorbatchev a fait un discours de rentrée. S'adressant par le biais de la télévision à toute la population, il a commencé par dire que, *«nous le savons tous»*, la situation n'est *«pas simple»*. En effet !

Avec la Hongrie et la Pologne qui se rapprochent à grands pas de l'Occident, avec les revendications nationalistes de plusieurs des républiques d'URSS, et surtout avec une situation économique où toutes les réformes introduites ces dernières années se sont traduites par des conditions de vie et surtout d'approvisionnement en biens de consommation de plus en plus difficiles pour la plus grande partie de la population, avec d'un côté les conservateurs qui relancent leurs critiques et d'un autre côté l'apparition de travailleurs qui revendiquent, Gorbatchev a en effet du pain sur la planche. Mais cela ne l'empêche pas de continuer !

Tout en affirmant qu'il ne céderait ni aux pressions *«conservatrices»*, ni aux pressions *«gauchistes»*, Gorbatchev a annoncé *«un programme de mesures extraordinaires visant à l'assainissement de l'économie, avant tout par la normalisation du marché»*. Et surtout il a ajouté que ce programme comporterait des points *«douloureux, impopulaires, difficiles»*...

Ce ne sont peut-être que des paroles, destinées à faire comprendre aux travailleurs qui voudraient revendiquer, comme les mineurs l'ont fait l'été dernier, que ce n'est plus le moment. Il est aussi possible que le pouvoir recule devant l'application de mesures que la population accepterait mal, comme il le fait d'ailleurs depuis plusieurs années. Gorbatchev parle d'ailleurs de présenter son programme *«à la prochaine session du Congrès des députés»*. Il espère sans doute que des mesures impopulaires décidées plus *«démocratiquement»* passeront mieux.

Mais de toute façon, des mesures destinées à *«redresser»* la situation économique de l'URSS – du point de vue de ses dirigeants – en imposant des restrictions à la population, sont à l'ordre du jour depuis un certain temps. Parmi elles, en particulier, la création d'un *«nouveau»* rouble : sous couvert d'une *«vérité du rouble»*, destinée officiellement à permettre de le rendre convertible et donc à permettre de comparer les performances de l'économie soviétique avec l'économie mondiale, cette mesure de remplacement d'une monnaie par une autre aurait l'avantage, pour le pouvoir, d'obliger les Soviétiques à apporter aux banques toutes leurs économies, à les justifier (donc à éliminer toutes celles obtenues par le travail noir, par exemple), et à les échanger – on se demande à quelles conditions d'ailleurs. On parle aussi d'une augmentation massive des prix, destinée à assurer *«la vérité des prix»* et à permettre de contrôler l'économie.

Or il suffirait que le gouvernement décide, pour donner un exemple, de diminuer les subventions accordées aux transports, au logement ou à la médecine, subventions qui font que ces postes ne tiennent qu'une très faible place dans le budget de la majorité des Soviétiques, pour que le niveau de vie d'une grande partie de la population baisse de façon catastrophique.

Cela n'est qu'une partie des mesures qui seraient envisagées dans le cadre d'une intégration de l'URSS au marché mondial. Reste à savoir si Gorbatchev osera prendre des mesures vraiment impopulaires. Et, si c'est le cas, par quels artifices il tentera de les faire accepter par la population. Et même si des mesures drastiques *«d'assainissement»* ne sont pas mises en œuvre officiellement, une politique de restrictions pour la population peut être mise en place d'une façon voilée, pour tenter d'éviter les réactions.

Car c'est bien le problème qui se posera de plus en plus, à la classe ouvrière soviétique en particulier : trouver les moyens de défendre ses intérêts, refuser de payer les frais de la gabegie bureaucratique et se donner ses propres objectifs de classe.

Sylvie FRIEDMAN

CERCLE LEON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

L'URSS DE LA PERESTROIKA

VENDREDI 6 OCTOBRE à 20 h 30

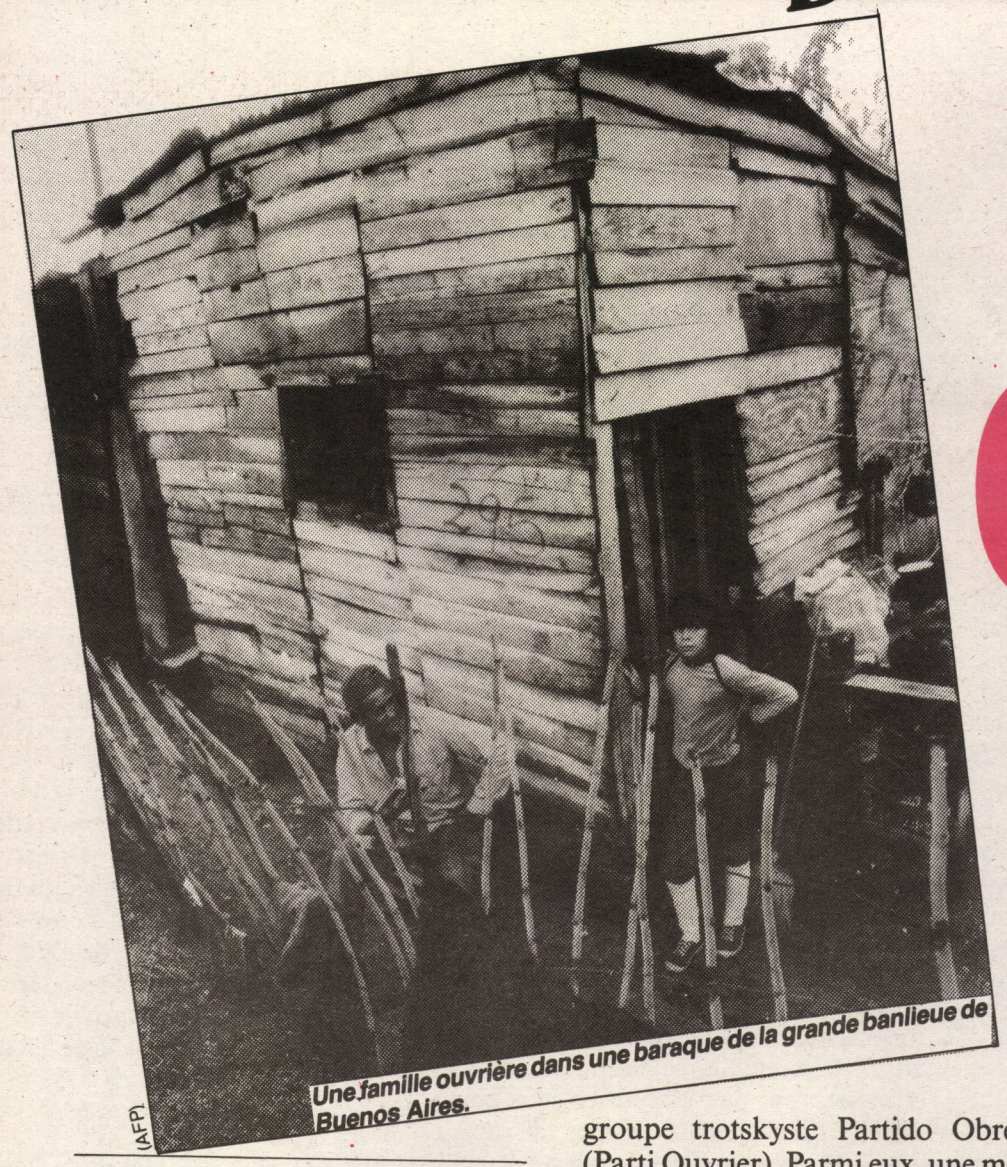
Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor
à PARIS (5e)
Métro :
Maubert-Mutualité
Participation aux frais :
10 F

L'ARGENTINE CATASTROPHE

L'Argentine fait partie de ces pays sous-développés qu il y a quelques années encore, étaient considérés comm les moins pauvres et, si comparaison on devait faire, o pensait plus à l'Espagne qu'à la Bolivie, sa voisine. L pauvreté existait, mais elle ne prenait pas le visage de ce enfants sous-alimentés ou à moitié nus, comme dans tan de pays en Afrique ou en Asie.

Aujourd'hui, c'est bien fini. En Argentine, c'est mainte



(AFP) Une famille ouvrière dans une baraque de la grande banlieue de Buenos Aires.

Des mois d'inflation galopante

Le 14 mai dernier, le péroniste Carlos Menem gagnait les élections présidentielles. Le dollar, qui fin janvier 1989 valait 23 australs, dépassait les 500 fin juin au marché noir : près de 2500 % d'augmentation. L'Argentine a connu alors une explosion des prix, qui ont augmenté de 120 % par mois en moyenne.

Dans les supermarchés les prix n'étaient même plus rectifiés. C'était par haut-parleur que les gens entendaient annoncer qu'à la caisse, il fallait maintenant multiplier le prix par cinq... Un dollar valait 700 australs fin juillet.

Le 28 mai dans l'après-midi, l'ancien et encore président Alfonsin annonçait au pays une «économie de guerre». Le soir même éclatèrent les «saqueos», les «pillages» des supermarchés par la population affamée, dans les quartiers populaires de Rosario, ville de 200 000 habitants dite «capitale du péronisme».

En fait c'était souvent des mères de famille qui emmenaient leurs enfants manger dans les supermarchés, des retraités aussi. «*Qu'est-ce qui nous reste à faire ? Voler ou mourir de faim*». Pour survivre, des familles vendaient tout ce qu'elles avaient, jusqu'aux matelas.

L'état de siège a succédé aux «saqueos». Le gouvernement a accusé la gauche, l'extrême-gauche. Deux mille personnes ont été arrêtées, ainsi que des militants politiques, notamment les dirigeants du groupe trotskyste Partido Obrero (Parti Ouvrier). Parmi eux, une mère de 74 ans. Depuis l'arrivée du nouveau président, le péroniste Carlos Menem, l'inflation s'est ralentie, quelques prix se sont stabilisés, ce qui alimente l'illusion traditionnelle des travailleurs envers le parti péroniste.

Des magasins de Buenos Aires ont mis des systèmes électriques en place, comme on en trouve ici dans les banques. Pourtant, la situation est loin d'être rose...

12, 14, 15 heures de travail quotidien, c'est le lot de millions de travailleurs argentins. En plus de son travail régulier, on cherche des «petits boulots». On travaille juste pour manger. Racheter des chaussures aux enfants, c'est une épreuve. Acheter des livres d'école, on ne peut pas...

Depuis l'hyper-inflation du mois de mai, les habitants des quartiers populaires organisent des soupes populaires avec les denrées de première nécessité distribuées par les municipalités. Les militants jouent un rôle dans ces soupes populaires, et bien sûr les péronistes sont «mieux servis». On organise des collectes de pain, de légumes, de viande quand on peut, auprès des commerçants. Beaucoup de petits commerces ont été ruinés. On a construit aussi des fours à pain que l'on installe dans les jardins. La préoccupation de tous est : manger. Pour les enfants aussi, qui entrent dans les restaurants de Buenos Aires demander du pain, du sucre, etc.

Gamma

Manifestation contre la vie chère.

À L'HEURE DE LA ÉCONOMIQUE

nant un enfant qui meurt toutes les 45 minutes des conséquences de la malnutrition. En l'espace de deux ou trois ans, la dégradation des conditions de vie des travailleurs et des plus pauvres s'est accélérée, particulièrement cette dernière année. On parle de quatre millions de personnes sans ressources et de neuf millions de pauvres, pour ce pays de 32 millions d'habitants.

Carlos Menem, le président qui continue à ruiner les Argentins en prétendant sauver l'Argentine. Gamma

Dans les écoles, on donne du lait aux enfants. L'éducation se fait ou ne se fait pas, les instituteurs ne pouvant pas toujours aller travailler, à cause du prix dés bus, on vit à l'heure des coupures d'électricité. Une partie de la petite bourgeoisie aussi est touchée ; ceux qui le peuvent cherchent à émigrer en Europe et il y a des queues devant les consulats pour faire reconnaître une ascendance italienne ou espagnole. Ce qui n'empêche pas certains de ces petits-bourgeois de déclarer maintenant qu'ils trouvent Menem «très bien».

Un pays est en train de s'effondrer, telle est l'impression qui domine. C'est d'autant plus choquant que les conditions de vie reculent dans un pays où tout pousse, où il y a quatre vaches par habitant, où il y a des mines, du pétrole...

Les grèves

Les grèves marquantes de ce mois d'août – l'hiver en Argentine – étaient celles des employés municipaux et de la fonction publique : dans la province de Buenos Aires, grève des médecins des hôpitaux publics, des infirmières, des employés des cimetières, des instituteurs (la corporation qui a fait le plus de grèves); grèves également à Tucuman. Par contre, plusieurs usines métallurgiques ou automobiles étaient en chômage technique, indemnisé à 60 ou 65 %.

Quand il y a des luttes, les patrons du secteur privé lâchent rapidement.

La chute du pouvoir d'achat

Il y a beaucoup de chômage, et le gros problème reste le pouvoir d'achat. Bien que les prix soient bloqués théoriquement jusqu'à fin septembre et que certains prix de denrées diminuent même, partout les gens ne parlent que de ça : les prix, les impôts, ils n'y arrivent pas. Un kilo de pain coûte 280 australs (1 austral = environ 1 centime français) ; un kilo de viande, 700 australs – du coup la consommation de viande a diminué de 40 %. Le bus coûte 70 australs minimum.

Une boîte d'antibiotiques coûte 12 000 australs. Il y a eu 3 500 % d'augmentation des médicaments entre janvier et juillet. Certains ont crevé le plafond avec 16 000 % d'augmentation ! S'acheter des pilules contraceptives à plus de 2 000 australs devient un vrai problème, même si on élève difficilement trois ou quatre enfants. D'après le journal bourgeois *Clarin,* les firmes pharmaceutiques dont on a bloqué les prix vendent des boîtes de médicaments le même prix, mais en diminuant de moitié le contenu (6 ou 8 comprimés au lieu de 12).

Les tarifs de gaz, d'électricité, les transports deviennent inabordables. On marche à pied.

Quant à payer un loyer, c'est un drame : ils sont indexés sur le coût de la vie. Les gens doivent se regrouper chez un parent, à plusieurs, ou vont vivre dans des bidonvilles, les «villas miserias».

Enfin, les impôts aussi sont très lourds, mais le nouveau président Carlos Menem vient de promettre... une loi punissant de prison ceux qui ne les payent pas !

Des salaires misérables

De janvier à juillet, les salaires ont augmenté de 1 400 %, mais les pâtes alimentaires de 3 600 %. D'après le journal *Clarin,* le prix d'un «panier» de produits de première nécessité, sans viande et sans fruits, pour deux adultes et deux enfants, était, avec loyer, gaz et électricité, de 46 000 australs. A titre indicatif, les instituteurs gagnaient 35 000 australs par mois et ont obtenu 50 000 australs après leur grève ; début septembre, ils réclament 100 000 australs. Les médecins d'hôpital gagnent 26 000 australs.

Un serveur d'un restaurant modeste gagne 34 000 australs de salaire de base, 27 000 après les retenues. Son loyer vient de passer à 17 000 australs. Lui, sa femme qui fait de la couture à la maison, ses deux enfants, sont donc obligés d'aller habiter chez sa sœur.

Un ouvrier professionnel, très qualifié, rectifieur, gagne un peu plus de 200 000 australs par mois (environ 2 000 F). Mais pour atteindre ce qui est là-bas un «très bon salaire», il doit travailler en 2 x 12 – 6 jours par semaine. Il a 16 000 australs de transport par mois à déduire. Il a dix minutes de pause le matin pour boire le maté hors de son poste de travail, une demi-heure de repas le midi, et l'après-midi le droit de boire du maté sans quitter son poste (un atelier avec 90 décibels de bruit). Sa sœur, vendeuse dans une grande librairie du centre de Buenos Aires, gagne 66 000 australs.

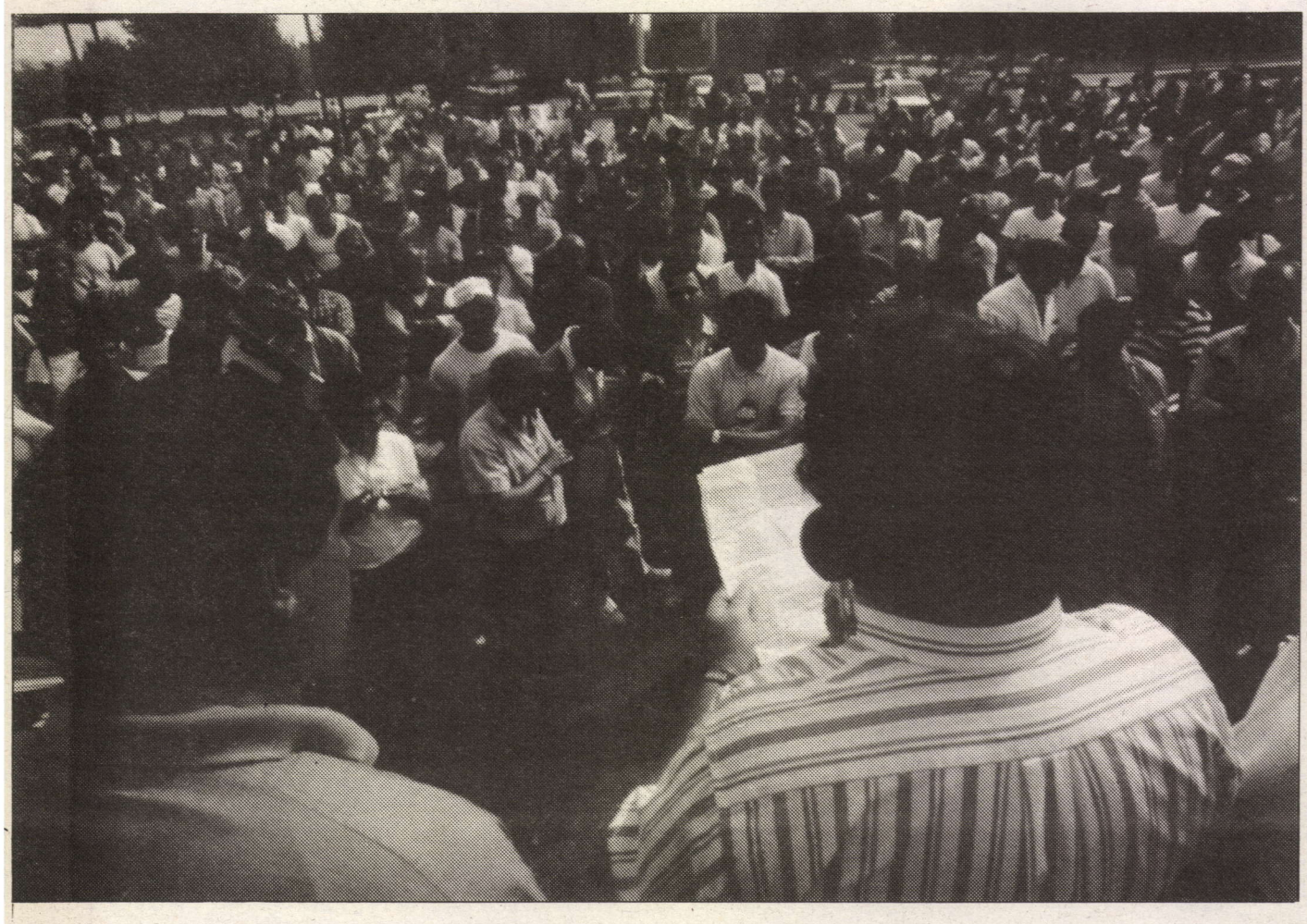
Face à cette situation qui se dégrade sans cesse, le gouvernement a dû prendre quelques mesures de première urgence : distribution de bons alimentaires (20 000 australs par mois), augmentations et avances de salaires, cartes de bus pour les enfants du secondaire et les étudiants (les instituteurs revendiquent aussi ce titre de transport réduit), réductions des tarifs de l'électricité et du gaz pour les retraités, augmentations ridiculement basses des allocations familiales (2 000 australs par enfant et 1 300 australs par couple – 20 et 13 F !), droit de fractionner le paiement des quittances de gaz et d'électricité.

De quel crédit dispose Menem ?

Pendant ce temps, drapé dans les oripeaux du péronisme, Carlos Menem fait des grands discours où il prétend s'intéresser aux sorts des 32 millions d'Argentins. Il n'entend pas seulement se montrer le porte-parole des petites gens qui lui ont donné leurs suffrages, mais aussi montrer à toutes les couches de la petite et de la grande bourgeoisie que la «révolution productive» (la version argentine du «produire, produire») est en marche.

Selon lui, au nom de la solidarité nationale, tout le monde doit faire des efforts, les petits plus que les gros bien sûr, afin de remplir les caisses de l'Etat. Car il fait confiance aux investisseurs étrangers, auprès desquels on pourra peut-être à nouveau s'endetter...

• A Mulhouse : LA GRÈVE



Depuis vendredi 8 septembre, l'usine de Peugeot-Mulhouse est en grève totale. Et à ce jour, malgré la hargne de la direction, malgré les mensonges des médias et malgré le frein des directions syndicales, les ouvriers tien-

LA BATAILLE POUR LA GRÈVE

C'est dès le premier jour de la grève, avant même que le centre de Mulhouse ne soit entièrement paralysé que les ouvriers avaient dans la tête d'aller à Sochaux. Le vendredi 8 septembre, le premier jour de la grève totale, 2 000 grévistes avaient scandé au meeting du matin : *«A Sochaux, à Sochaux»*. Mais la poignée de dirigeants syndicaux (CGT, CFDT, FO, CFTC) qui monopolisent la parole depuis le début, ont fait tout pour l'empêcher. *«On ne peut pas y aller, il va y avoir les CRS. Il y a des provocateurs, ça va dégénérer en violences»*. Coupés par les cris à chaque fois qu'ils voulaient parler, ils finissent par dire : *«Bon, on y va, mais laissez-nous le temps de l'organiser»*.

Au meeting du vendredi après-midi qui réunit pour la première fois les deux tournées, la grève fut votée aussi pour la première fois par 4 000 voix contre deux. Et cela malgré les multiples discours démobilisateurs des syndicats, du genre : *«Mais vous êtes vraiment sûrs d'aller jusqu'au bout ? Ça va être dur, Calvet n'a jamais cédé. Il n'y en a pas qui voudraient quand même reprendre le travail ?»*. Et pour Sochaux, de répéter : *«Ce n'est pas facile d'organiser cela, laissez-nous le temps»*, pour enfin conclure à 15 heures : *«Maintenant, rentrez chez vous»*. Et comme par miracle, en même temps, les bus de ramassage commençaient à démarrer, les ouvriers n'ayant plus qu'à courir pour pouvoir rentrer chez eux. Les syndicats avaient fait le vide, laissant l'usine à la direction pour le week-end. Ce que cette dernière mit à profit pour déménager les voitures du parking et un certain nombre de machines qui fabriquent des pièces utiles à d'autres usines, en particulier Sochaux.

Aussi, le lundi 11 au matin, le patron avait eu le temps de bien se préparer. Dès 3 heures du matin, la maîtrise et des gens venus d'on ne sait où, étaient là avec des badges «sécurité» pour protéger les intérimaires qu'ils voulaient essayer de faire travailler. Des tracts et sur les toits d'énormes haut-parleurs accueillirent les ouvriers dès 5 heures, couvrant les sonos syndicales au son de : *«Vous êtes nombreux à vouloir travailler. Nous sommes là pour faire respecter la liberté du travail. Le travail a repris à 90% en Fonderie, à 70% en Mécanique, etc.»*. Les 2 000 grévistes présents ont alors foncé sur les centaines de cadres qui bloquaient les portes de l'atelier de carrosserie et firent voler le barrage en quelques secondes, les responsables syndicaux courant derrière en criant : *«Pas de violences»*.

Les intérimaires présents dans l'atelier furent vite évacués. Tout le monde partit alors vérifier ce qu'il en était des ateliers qui, soi-disant, travaillaient. Ils étaient vides, les machines froides. Rien n'avait tourné. Pourtant les radios annonçaient toute la matinée que des voitures étaient produites. Des intérimaires qui ont «travaillé» ont déclaré aux grévistes : *«Les quelques voitures qu'on a pu faire, c'était en kit. Quand on n'arrivait pas à mettre une pièce, on la jetait dans l'habitacle. Ce sont des fenwicks qui les tirent dehors pour les montrer aux journalistes»*. Des quelques ouvriers non grévistes, présents en Fonderie, l'un racontera : *«On donnait à certains une enveloppe de 1 000 F pour venir. Dès que la maîtrise voyait arriver les grévistes, elle nous entraînait nous cacher dans les bois environnants. Ensuite, on revenait, mais ça ne travaillait pas. Au bout d'un moment, j'en ai eu marre de la forêt»*. Les grévistes trouveront d'ailleurs des cadres, seuls dans la forêt. S'étaient-ils perdus ?

ALLER À SOCHAUX ?

A 7 heures, on accueillit les travailleurs en horaire «normal». Les grévistes criaient : *«A Sochaux, à Sochaux»*, d'autres moins nombreux : *«Occupation»*. Mais les dirigeants syndicaux n'étaient ni pour l'un, ni pour l'autre : *«Ça ne sert à rien d'y aller, notre grève, c'est ici, à ceux de Sochaux de se débrouiller»*. Ou encore : *«Si on va là-bas, le patron va sortir de la production quand on sera partis»*. Mais à ceux qui voulaient bloquer la production et occuper, ils dirent : *«Non, il va y avoir des violences, les médias vont s'en emparer. Ça va nous desservir»*. Mais les ouvriers savaient ce qu'ils voulaient. Et les dirigeants finirent par concéder : *«Bon, bon, on ira à Sochaux»*. Huit cents grévistes s'inscrivirent déjà sur la tournée du matin pour y aller. Mais les syndicats dirent qu'il leur fallait du temps pour louer des bus : on irait mercredi.

L'après-midi, ça recommença. Les ouvriers, virent la nécessité d'être ensemble, et pour ça d'occuper : d'autant plus que c'est possible sans heurts. Le jeudi 7, cent grévistes avaient par eux-mêmes, occupé la Carrosserie et fait ainsi la démonstration aux yeux de tous que la maîtrise se sauvait, le patron reculait et que les intérimaires n'étaient pas contre la grève, bien au contraire. Mais cette démonstration n'avait pas été du goût des dirigeants, puisque l'un des responsables CFDT – PS était allé, appuyé par des militants CGT et FO, chercher une vingtaine de cadres pour faire expulser de l'usine un des animateurs de ce petit mouvement, ouvrier d'une petite entreprise extérieure travaillant dans l'usine, en le qualifiant de «provocateur».

Le mardi 12, les ouvriers savaient qu'ils avaient obtenu d'aller à Sochaux. Restait l'occupation. Alors, toujours sous les haut-parleurs patronaux, 2 000 grévistes ont fait voter l'occupation. *«En Carrosserie»* criaient les ouvriers. *«D'accord»* disent les syndicats, entraînant tout le monde à l'Emboutissage... où les ouvriers brisèrent des barrages de cadres – restés présents dans l'usine, protégés par le «halte aux violences» des syndicats. Les travailleurs se rendirent ensuite d'eux-mêmes en Carrosserie où ils firent de même. A la radio, on entendit que l'usine tournait à 50%. Puis, à 7 h, alors que les ouvriers étaient disposés aux portes pour attendre les «normaux», les dirigeants syndicaux choisirent un piquet de 450 gars, pour le matraquer à nouveau d'arguments contre Sochaux ! *«C'est plus la peine,* dirent-ils, *ils ont commencé à débrayer»*. Mais l'argument suprême fut : *«On n'y va pas, on n'a pas les sous»*. Les ouvriers se laissèrent influencer, 150 votant pour y aller, 300 contre. Ça suffit aux syndicats pour annuler le voyage de tous, organisant en contrepartie une deuxième grande manifestation à Mulhouse le mercredi à 10 h. Et donc, ajoutèrent-ils, ce n'est pas la peine de revenir à 5 h du matin à l'usine ce jour-là.

Malgré tout, mercredi 13 septembre à 5 h, 400 grévistes étaient là, sans sono syndicale, sous les haut-parleurs où on entend la voix de Calvet prêcher la «liberté du travail». Ils décidèrent d'aller réoccuper la Carrosserie. Sur le trajet, les syndicats réussirent encore à couper le groupe en deux, et une fois arrivés, les grévistes se trouvèrent sous la pression de cadres, plus nombreux qu'eux, essayant de les assommer d'arguments économiques. Les dirigeants syndicaux, eux, étrangement silencieux, regardaient les intérimaires qui faisaient semblant de travailler. Alors, c'est la haine qui gagna les grévistes : *«On ne reprendra pas. On reviendra plus nombreux pour occuper définitivement la Carrosserie. On ne veut pas en reprendre pour 20 ans»*. A la sono patronale, la voix de Calvet promettait aux professionnels une forte revalorisation de leurs salaires...

LA MANIFESTATION DU 13 SEPTEMBRE

A la manifestation, il y eut 2 000 grévistes. Une petite délégation de Sochaux fut fortement applaudie. On cria à nouveaux *«A Sochaux»*. Une trentaine de mineurs de potasse qui avaient

CONTINUE

nent bon. Actuellement deux choses préoccupent les ouvriers. D'abord mettre en grève Sochaux (à 60 kilomètres de Mulhouse) et aussi continuer à empêcher toute production des 205 en occupant l'atelier de Carrosserie.

débrayé le matin – la CGT ayant appelé à préparer la grève – rejoignirent le cortège. Le militant à leur tête déclara au meeting final sous les applaudissements : *«La lutte que vous, Peugeot, avez commencée, nous allons tout faire pour la continuer avec vous, et entraîner tous les travailleurs de la région et peut-être du pays pour enfin briser le blocage des salaires du gouvernement Rocard»*. Un représentant de Sochaux annonça que 700 ouvriers étaient maintenant en grève là-bas et il continua : *«Ce n'est pas l'argent qui doit vous empêcher de venir nous aider. Si on monte tous dans le train, il sera gratuit. Qui est pour ?»*. Une foule de bras se leva. Mais on lui arracha le micro. Les dirigeants appelèrent au calme et à rentrer à la maison. Une centaine d'ouvriers en colère les prirent alors à partie : *«Vous nous lâchez», «vous n'êtes pas des ouvriers», «à Sochaux», «occupons la Carrosserie»*. Car pendant la manifestation, la direction essayait de sortir quelques voitures et la radio annonçait que la production avait repris. Les syndicats pressés de près dirent : *«On va retourner à l'usine, retournez à la place d'où on est partis, des bus vous y attendent»*. Tout le monde repartit, mais il n'y avait pas de bus !

C'est donc comme ils ont pu que les ouvriers ont regagné l'usine (à 10 km). Un ouvrier témoigne qu'arrivé là, à une porte, un piquet syndical l'accueillit : *«Tu es gréviste ?» – «Oui» – «C'est bon, tu peux retourner chez toi, on bloque tout»*. Mais il vit passer... des non-grévistes !

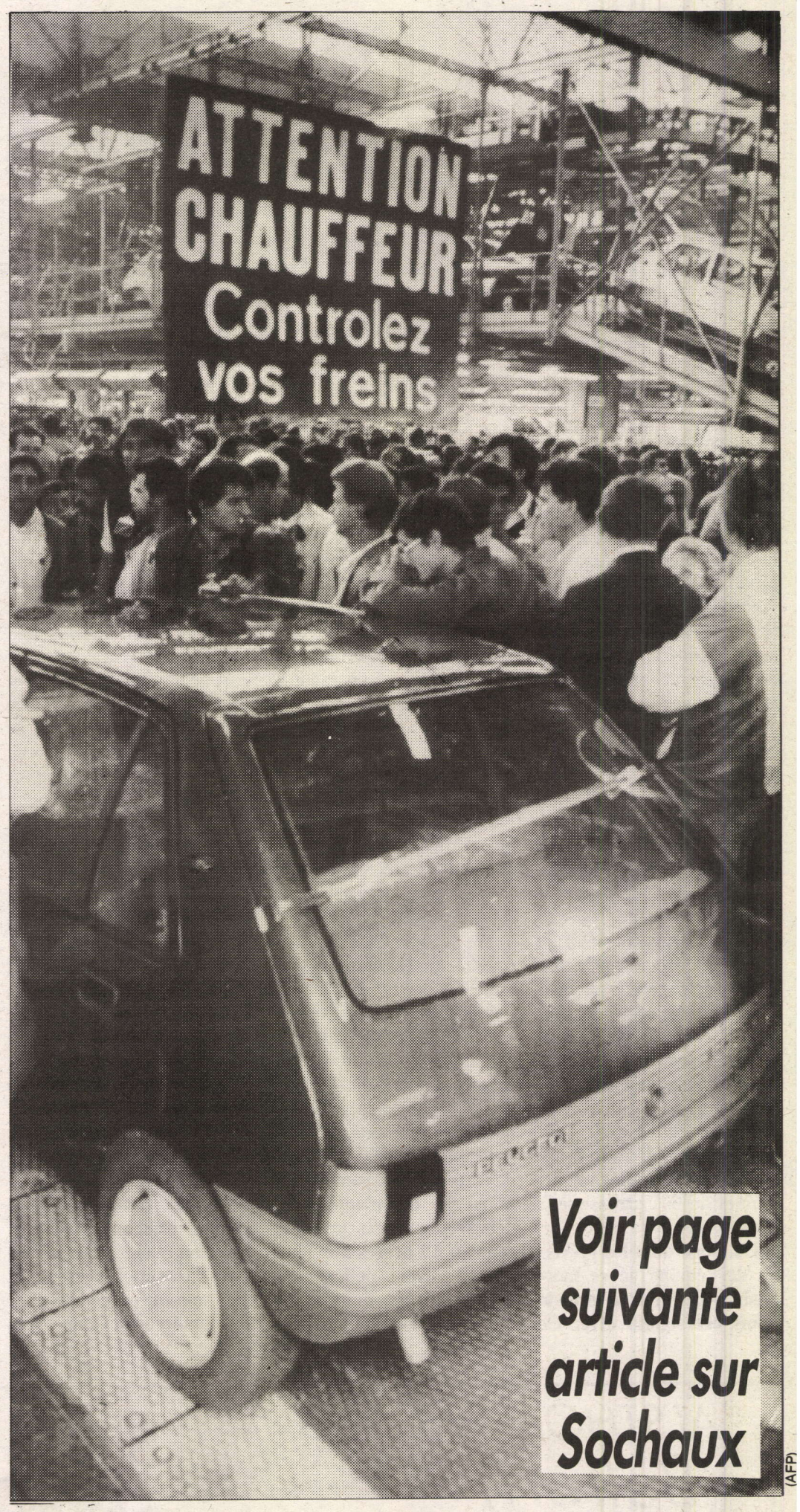
Heureusement, ceux de l'après-midi, déterminés, ont emporté tout, piquets, barrages de cadres, et réoccupé la Carrosserie, bien décidés cette fois à ne pas lâcher. L'objectif de tous était alors pour le lendemain jeudi 14 septembre, de ne plus laisser sortir une seule voiture. Mais, jeudi 14 septembre, une nouvelle fois, devant un millier de grévistes scandant : *«Carrosserie, occupation»*, les dirigeants syndicaux dirent : *«On vient d'obtenir l'ouverture des négociations»*, mais pour ça et pour obtenir en particulier qu'il n'y ait pas de sanctions, il faut que la Carrosserie tourne. Et les syndicalistes circulant vers les plus déterminés, leur montrèrent une lettre : *«Vous voyez, si vous occupez la Carrosserie, il va y avoir des sanctions»*. Insistant pour la liberté du travail, ils se firent huer. Finalement, les ouvriers décidèrent : *«Si à 8 h du matin on n'a rien obtenu, on occupe la Carrosserie»*. A 8 h, rien, les 1 000 grévistes présents ont occupé la Carrosserie malgré les syndicats, contraints à suivre. La Carrosserie occupée, aucune voiture ne sortit.

DES GRÉVISTES DÉCIDÉS

Alors, d'une certaine manière, on peut dire que les ouvriers ne sont pas installés dans la grève. Ils la recommencent tous les jours. Parfois deux fois par jour. C'est épuisant. Mais en même temps, de ce fait, les syndicats n'arrivent pas à renvoyer les grévistes chez eux comme ils l'essaient depuis le début, car ces derniers savent très bien que s'ils sont absents un jour, la production reprendra immédiatement et le moral sera cassé, tant qu'ils n'auront pas vraiment les moyens de diriger eux-mêmes leur grève.

Ainsi, il y a encore bien 2 000 grévistes actifs, toujours présents, qui ont de plus en plus conscience que la grève, c'est eux, pas les dirigeants syndicaux, et qui sont de plus en plus méfiants à leur égard, les surveillant et les contrôlant de plus en plus près. Certains disant, ce sont les ouvriers qui ont fait la grève, c'est à nous de la diriger aussi, pas seulement à ces gens-là qu'on n'a jamais vus auparavant, qui ne sont pas des OS et qui ne peuvent pas avoir la même colère que nous.

Correspondant LO



(AFP)

Voir page suivante article sur Sochaux

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Dénis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

• Vers la grève à Sochaux

Depuis vendredi 8 septembre, le nombre d'ouvriers de Peugeot-Sochaux participant à des débrayages, de deux heures d'abord, puis toute la journée mercredi 13, a globalement augmenté, même si ce n'est pas le cas dans tous les secteurs de ce centre qui réunit 24 000 travailleurs et employés.

Dans chacun des deux grands secteurs de l'Emboutissage, par exemple, il y a bien eu une quarantaine d'ouvriers pour débrayer lundi 11 dans l'équipe du matin, mais jusqu'à mercredi soir, cette petite minorité de travailleurs décidés à appeler tous leurs camarades à entrer en lutte n'a entraîné aucun secteur.

En Carrosserie, par contre, la joie a éclaté mercredi 13 parmi les quelque 800 ouvriers de l'équipe du matin qui ont fait grève de 7 heures 30 à 13 heures et attendu en groupe l'équipe d'après-midi pour passer le relais ; joie parce que ces 800 travailleurs, sur les près de 3 500 de leur équipe en Carrosserie, réussissaient à faire diminuer la production du jour de 50%. Mais satisfaction aussi parce qu'ils franchissaient un pas important au moment où la direction Peugeot tentait une troisième fois de faire fonctionner de bric et de broc les chaînes de la Carrosserie à Mulhouse.

La façon dont les grévistes de l'équipe de ce mercredi après-midi a pris le relais est significative. Ce jour-là, à midi, il n'y avait pas que le ciel pour être orageux. Le cortège des grévistes de Carrosserie, auquel s'étaient joints des petits groupes venant d'autres secteurs, était bien décidé à faire une haie d'honneur aux ouvriers des nombreux cars pour les encourager à entrer plus nombreux dans la lutte. Pas de chance, la direction Peugeot, consciente de mener une vraie bataille, et qui fait manœuvrer des centaines de cadres comme en opération militaire, fit changer l'itinéraire des cars. Ceux-ci entrèrent dans l'usine par d'autres portes...

Un délégué CGT de Carrosserie appela, dans un secteur, à cesser le travail immédiatement. Une bonne dizaine de travailleurs se regroupèrent hésitants. Le responsable syndical CGT arriva, protesta contre cette intitiative intempestive, une assemblée de 150 grévistes de cette équipe ayant décidé la veille de n'appeler à débrayer qu'après la pause repas à 19 heures 30. Flottement parmi le petit groupe de travailleurs, mais trente autres ouvriers, à l'initiative d'une équipe de caristes, arrivèrent et emportèrent la décision de partir en grève de suite. Le dirigeant syndical répercuta la nouvelle. L'apprenant, un militant CGT d'un secteur de Carrosserie voisin des chaînes fonça en criant à pleins poumons que la grève commençait de suite juste à côté, et entraîna 150 ouvriers du secteur. Un chef tenta de noter tous les noms de ceux qui partaient en grève, puis remballa papier et crayon et se joignit aux grévistes. Il n'allait quand même pas marquer son nom !

Cet après-midi-là, au moins 600 travailleurs furent en grève totale, estimant que la production était ralentie aux 3/4 ; les jeunes intérimaires, nombreux en Carrosserie, ne se mettant pas officiellement en grève, mais n'étant pas animés d'un zèle virulent.

En fin de journée, de petits groupes, ainsi qu'une équipe de 17 femmes, ovationnées, ont rejoint le groupe principal. La progression, en Carrosserie pour l'essentiel, s'effectuait très souvent parce que dans de nombreuses équipes, un des membres faisait basculer toute l'équipe...

Il existe aussi une méfiance à l'égard des dirigeants syndicaux. A l'égard de ceux de la CFDT qui sont partisans d'une augmentation de salaire de 500 F, revendication qui n'a recueilli l'approbation que de 6 travailleurs dans l'assemblée des grévistes du mercredi soir. Par contre, la revendication de 1 500 F d'augmentation égale pour tous a été votée avec enthousiasme par les 600 présents. Chez les ouvriers, une méfiance existe aussi à l'égard des dirigeants de FO, qui se sont prononcés pour un mot d'ordre d'une heure de grève vendredi 15, que personne n'écoute, même pas certains délégués FO qui sont déjà entrés dans la grève en Carrosserie. Méfiance aussi à l'égard de dirigeants CGT qui se sont faits connaître lors du mouvement de débrayages limités de 1981, qui fut un échec bien que là aussi quasiment tous les militants CGT soient parmi les plus chauds partisans de la réussite de la grève.

Pour l'instant, le responsable CGT de Carrosserie n'est pas le seul à se mettre en avant et quand il a animé l'assemblée des 600 grévistes mercredi soir, il n'a pas manqué de refaire les déclarations de démocratie, de liberté d'expression chères au courant reconstructeur auquel il appartient. Seulement l'assemblée avait été réunie là où les cadres peuvent l'entourer et voir qui prend la parole.

Si les militants de la grève, qu'ils soient militants syndicaux ou pas, veulent que le mouvement soit dirigé par les grévistes eux-mêmes, ils le peuvent.

L'essentiel, après le premier élan donné en Carrosserie, est encore que le camp des partisans de la grève gagne d'autres secteurs de l'usine, ce qui doit, ce qui peut se faire dans les jours qui viennent et ce qui donnerait alors le signal du départ d'un mouvement de grande ampleur.

Correspondant LO

FETE
DE LUTTE OUVRIERE
A TOULOUSE

Samedi 23 septembre
(à partir de 18 h)

Dimanche 24 septembre
(jusqu'à 20 h)

Parc de la Mounède
(route de St-Simon)

ALSTHOM (Belfort)

DEUX JOURS DE DÉBRAYAGE

A l'Alsthom-Belfort, alors que la semaine précédente, le climat était morne, la situation a changé, en quelques jours, d'abord à cause de la grève à Peugeot-Mulhouse. Depuis lundi 11 septembre l'attention était tournée vers Sochaux : *"Est-ce que la grève allait démarrer là-bas ?"* (à 20 km).

Et puis, depuis le 12 septembre également, la grande majorité des ouvriers du secteur turbine-gaz (ATG), que le patron vient de constituer en société juridiquement à part, a décidé la grève totale reconductible chaque jour, d'abord pour les salaires, plus l'amélioration des conditions de travail et l'embauche de personnel. Cela représente environ 350 grévistes, la CGT y étant très majoritaire.

La semaine dernière, le patron a annoncé 1 % d'augmentation supplémentaire, cela fait 2,7 % pour l'année, exactement comme Peugeot d'ailleurs, ce qui est évidemment dérisoire.

Dans les autres secteurs de l'usine, c'était l'attente. Mercredi matin 13 septembre, à la traction au bâtiment 69, une réunion de 50 ouvriers s'est transformée en débrayage. En passant dans les ateliers du secteur, le groupe de départ a grossi jusqu'à environ 150. Ailleurs, à la Chaudronnerie et à la "GC", il y a eu également des débrayages. Et en milieu de matinée on s'est retrouvé un moment avec ceux des turbines-gaz, au moins 600.

L'après-midi, on est rentré dans nos secteurs respectifs et à la traction où nous étions toujours une bonne centaine, nous avons voté la proposition du secrétaire de FO d'appeler toute l'usine à un rassemblement le lendemain matin.

Jeudi matin 14 septembre, plus de 500 ouvriers se retrouvaient pour discuter de la suite des événements. Un camarade de la traction prit la parole pour affirmer que c'était le moment d'agir en même temps que les travailleurs de Peugeot à Sochaux et à Mulhouse, qu'il fallait se montrer déterminés. Il proposait quant à lui la grève totale avec occupation et de bloquer dès maintenant les portes de l'usine. Il mit cette proposition aux voix et la moitié des travailleurs présents levèrent la main, principalement ceux du secteur traction.

Un représentant de la CGT prit la parole pour dire que, les travailleurs présents n'étant pas assez nombreux pour bloquer l'usine, il fallait continuer le mouvement atelier par atelier. Il proposa un vote à bulletins secrets. Cette intervention fut huée par les plus déterminés.

Enfin, un représentant syndical prit la parole pour dire que les syndicats réunis n'avaient pas été capables de s'entendre. De nombreux travailleurs reprirent alors le chemin des ateliers. Le mouvement semble avoir avorté, mais gageons que ce n'est que partie remise.

Correspondant LO

MET (MATRA ERICSSON TÉLÉCOMMUNICATIONS) Massy - 91

LA DIRECTION A LICENCIÉ, MAINTENANT ELLE AUGMENTE LES HORAIRES !

A la MET (Matra Ericsson Télécommunications) depuis 1982, nous avons connu six plans de licenciements. Mais maintenant, c'est l'augmentation du temps de travail qui nous guette. Les effectifs sont passés près de 8 000 à 1400 et on a vu défiler les directeurs !

MET, c'est le nom donné à l'ancienne CGCT quand cette société de construction de centraux téléphoniques a été rachetée par Matra, associé à la firme suédoise Ericsson, lors de la vague de privatisations de 1988. Cette même CGCT avait été rachetée par l'Etat en 1982, lors de la vague de nationalisations. Le gouvernement socialiste avait ensuite concocté pour la plupart des plans de licenciements, entre 1982 et 1988. Et puis, en plus des licenciements et du chômage partiel dans les usines et les chantiers, nous avons eu une baisse de salaires de 3,2%, lors d'un des plans de licenciements. Le passage à 35 heures, partiellement compensé, en a été le prétexte.

Une fois l'économie sur les salaires réalisée par tous ces moyens (licenciements, baisse, puis blocage des salaires) MET a fait des bénéfices. Lagardère, le PDG de Matra (majoritaire dans MET), le fait bien savoir : 66 millions de francs en 1988 et le montant prévu pour 1989 (90 millions) a été atteint dans les six premiers mois de l'année !

Signalons que ces bénéfices sont nets d'impôts. MET n'en paie aucun sur les bénéfices. Le gouvernement socialiste, qui a fait l'essentiel du sale boulot de licenciement, a complété la panoplie par un «cadeau royal» : un avoir d'impôt de 600 millions de francs. Il fallait paraît-il dédommager celui qui avait «osé» acheter la CGCT avec ses 250 millions de passif. 600 contre 250 millions, on voit l'intérêt ! D'autant plus que l'Etat garantit à l'«audacieux» Lagardère 17% du marché national des centraux téléphoniques.

Malgré tout cela, il en faut encore pour MET. Le patron envisage d'augmenter le temps de travail de 3 heures : nous reviendrons à 38 heures. Mais ces 3 heures ne seraient même pas payées au taux que nous estimerions normal : 3/35e, cela représente 8,5%. Or il n'est envisagé qu'une augmentation comprise entre 3,2% et 7%.

En attendant, dans l'usine, ça discutait des salaires et du rattrapage dont nous avons besoin : 1 000 F minimum. En juin, une centaine de personnes ont débrayé et, en délégation, ont demandé à la direction des comptes sur les rallonges. Pour septembre des débrayages par secteur sont prévus.

Correspondant LO

Rapport sur la santé en France

C'EST PAS UNE VIE !

Un rapport sur la santé en France vient d'être publié sous la direction du ministère du même nom. Il appelle plusieurs remarques. On y apprend ainsi que la durée de vie moyenne progresse, mais aussi que les deux premières causes de la mortalité sont les maladies cardio-vasculaires et le cancer, particulièrement celui du poumon. Or ces deux maladies sont dues dans une très large mesure à la consommation d'alcool (qui diminue un peu au fil des années, comme d'ailleurs diminuent un peu les maladies cardio-vasculaires) et à celle du tabac (qui en revanche augmente). Autrement dit voilà deux drogues qui sont à la base de deux grandes causes de mortalité.

A l'heure où l'on parle beaucoup de lutte contre la drogue, quelle lutte y a-t-il contre l'alcool et le tabac ? Quasiment aucune. Pourtant les fournisseurs, les trafiquants et les gros bonnets sont bien connus. Au premier rang d'entre eux il y a l'Etat, qui s'enrichit avec des taxes qui sont une sorte de pourcentage sur les dégâts à la santé de la population...

Pour vivre vieux, mieux vaut être riche et oisif. (AFP)

La différence d'espérance de vie entre les femmes et les hommes (81,3 ans contre 72 ans, soit presque dix ans de plus pour les femmes) reflète en grande partie le fait que les hommes boivent et fument bien davantage (mais les femmes sont paraît-il en train de rattraper leur retard !).

Autre différence notable d'espérance de vie : celle entre les ouvriers et les autres. En moyenne, un professeur vit 9 ans de plus qu'un manœuvre. L'usine, c'est comme l'alcool et le tabac : ça use et au bout du compte ça tue (sans même parler des accidents du travail). Mais là aussi, pendant que certains crèvent, d'autres engrangent des profits, et ceci explique en partie cela. Si tous les hommes sont égaux devant la santé, certains sont plus égaux que d'autres...

A.V.

En gare de Limoges

ACCIDENT MORTEL SUR LES VOIES

Le 11 septembre, en gare de Limoges, Fernand Chateau, travaillant à l'entreprise Ussel Net (nettoyage du matériel ferroviaire), a été heurté et tué par une rame alors qu'il se rendait à son travail.

C'est le deuxième mort cet été, après un camarade de la manœuvre en juillet.

La piste qu'empruntait Fernand chaque jour, comme des dizaines d'entre nous, passe à l'endroit de l'accident, de l'extrémité d'un quai à un passage de planches sur des voies principales. Cet itinéraire fléché pour se rendre de la gare au dépôt n'a pas changé depuis des années. Une armoire métallique servant à des relais de signaux, située en bout de quai, masque la visibilité.

Tout cela a été souvent signalé oralement par des cheminots du secteur, notamment ceux qui travaillent à la manœuvre. Mais rien n'a été fait.

Tout le monde sait qu'il existe de nombreux autres points noirs : d'autres passages sur les voies dangereuses, le chantier de manœuvre où s'effectue une partie du nettoyage des rames, etc.

A l'entreprise de nettoyage qui emploie une quarantaine de personnes, c'est le cinquième accident du travail en quelques semaines, et il y a quelques années un camarade avait eu les deux jambes sectionnées. Pour un salaire minimum, on travaille dans des conditions dangereuses, par exemple dans des voitures manœuvrées. C'est interdit, mais on manque de temps pour les nettoyer.

La direction SNCF, plus prompte à supprimer des postes ou à faire des opérations de prestige qu'à étudier tous les points dangereux et à les éliminer, s'est tout de suite mise à l'abri derrière le règlement. Mais c'est sa politique qui est responsable des accidents.

Correspondant LO

Des réfugiés roumains en banlieue rouennaise

(AFP)

LE "PARADIS"... DES TERRAINS VAGUES OCCIDENTAUX

C'est sans doute la migration des Allemands de l'Est qui a attiré l'attention des médias sur d'autres réfugiés venant de l'Est, dont personne n'avait parlé jusqu'à présent. Ils sont pourtant en France depuis plusieur mois, dans des conditions de misère sordide.

Il s'agit d'une centaine de Tziganes de Roumanie, qui sont parvenus à s'enfuir de leur pays et qui ont fini par échouer dans une petite commune de la banlieue de Rouen.

Dépourvus de tout, d'argent bien sûr, d'abri (ils disposent d'une tente et de quelques carcasses de voitures pour dormir), de nourriture (ils vivent de mendicité, de ce qu'ils récupèrent dans les poubelles, et maintenant de quelques aides), d'eau potable (il n'y en a pas), ces réfugiés sont avant tout démunis des papiers qui leur permettraient peut-être de s'en sortir. Car l'Etat, impitoyable, leur refuse le plus souvent un statut de réfugié politique et un titre de séjour. Beaucoup sont donc en situation irrégulière, sans papiers pour travailler, et parfois même menacés d'expulsion (vers la Roumanie ?).

Certaines personnes et associations ont entrepris de leur venir en aide. Mais l'Etat jusqu'à présent n'a rien fait, sinon envoyer - récemment - Bernard Kouchner s'apitoyer sur place.

C'est bien joli de prononcer des discours contre la dictature de Ceaucescu ou pour dénoncer l'effondrement des économies à l'Est ; mais lorsque quelques dizaines de Tziganes roumains passent dans le paradis occidental, ils ne sont plus que de misérables immigrés sans papiers, condamnés au chômage et au dénuement.

Le scandale poussera peut-être les autorités françaises à venir en aide à ces réfugiés roumains. Espérons-le. Mais pour ce cas connu, combien d'autres, du même genre, restent inconnus et n'ont pas les honneurs des médias ?

A.V.

Dans notre courrier

Clichy-sous-Bois

PARKINGS PAYANTS AUX FRAIS DES LOCATAIRES

Au mois de mai, la société d'HLM Orly Park de Clichy-sous-Bois, en banlieue parisienne, a prévenu tous les locataires qu'elle avait l'intention de fermer toute une cité, la résidence de l'Aqueduc, aux voitures des personnes n'habitant pas la cité ; des parkings numérotés payants seraient installés. Tout cela *«afin d'accroître votre sécurité et celle de votre véhicule !»*.

En fait, on a plutôt l'impression que le seul but de cette société est de nous racketter une fois de plus !

On nous demande, en effet, pour avoir accès à la clé magnétique : une caution de 300 F ; 70 F par mois ; d'être à jour des loyers (signalons que les trois quarts des locataires de la cité ne le sont pas).

Dès que cette mesure a été connue, des locataires mécontents ont fait circuler une pétition dans toute la cité afin de faire annuler cette mesure. Sur 303 appartements, plus de 200 personnes ont signé la pétition qui a été envoyée : à la société d'HLM Orly Park ; au député de la Seine-Saint-Denis ; au maire PCF de Clichy-sous-Bois, M. Deschamps ; au président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis.

N'ayant eu aucune nouvelle, les locataires et leur amicale «L'alliance de l'Aqueduc» ont organisé une manifestation à la mairie de Clichy-sous-Bois. Le maire nous a conseillé de nous mettre en rapport avec la CNL. Depuis, aucune nouvelle d'Orly Park, à l'exception d'une note qui laissait entendre que sa direction avait revu sa position concernant le montant de l'allocation mensuelle des places de parking, mais maintenait toutefois le montant de la caution.

Depuis juin, les travaux ont été suspendus. Mais ils devraient reprendre courant septembre, et ce n'est pas cela qui va entamer notre détermination à voir cette mesure entièrement abolie. Surtout dans une «résidence» (HLM) financée il y a huit ans avec des fonds de l'Etat et où il était imposé une place et demie de parking par appartement.

Des locataires mécontents !

HOPITAL SAINTE-ANNE (PARIS)

DES INFIRMIERS PSYCHIATRIQUES DÉNONCENT LE MANQUE DE PERSONNEL

A l'hôpital Sainte-Anne, trente-cinq infirmières et infirmiers, ainsi que quelques aides-soignants et agents ont fait venir l'infirmière générale de l'hôpital dans leur service, le SM 18, mardi 12 septembre, pour tirer le signal d'alarme.

Dans ce service, un étage est fermé depuis le 21 août par manque de personnel et les malades ont été répartis dans les trois autres étages. La charge de travail n'a donc pas diminué.

Cela n'empêche pas l'infirmière générale de faire de plus en plus souvent appel à nous pour aller boucher les trous dans d'autres services. Sur ordre de la surveillante, l'un de nous est ainsi envoyé pour une journée auprès de malades qu'il ne connaît pas, ce qui est particulièrement délicat en psychiatrie. La plupart du temps, il ne fait que de la présence mais pour l'infirmière générale cela suffit à "assurer la sécurité", ce qui n'est pas notre avis.

Réunis autour de l'infirmière générale, nous l'avons donc rendue responsable de cette situation, en expliquant que nous ne sommes pas d'accord pour travailler dans ces conditions. Nous lui avons répété qu'il fallait de l'embauche.

Mais nous n'avions en face de nous qu'une cadre de l'administration soucieuse d'équilibrer la pénurie : *"plutôt que cinq infirmières d'un côté et deux de l'autre, il vaut mieux quatre et trois"*, et de nous mettre sous le nez les textes contenant nos obligations de fonctionnaires. *"Nous vous rendons responsable !"* lui a répété l'une d'entre nous en montrant le livre qu'elle a écrit avec d'autres cadres au sujet d'une gestion plus "rationnelle" du personnel, c'est-à-dire théorisant ce qu'elle veut nous faire subir de plus en plus.

Quand nous l'avons interpelée en tant qu'infirmière lui demandant ce qu'elle aurait fait dans telle ou telle situation, elle a refusé de répondre, disant qu'elle n'était pas la *"pour une inquisition" !* Comme l'a dit en conclusion un collègue : *"Il est choquant d'entendre parler de l'hôpital plus en termes administratifs et commerciaux qu'en termes de soins"*. Le personnel du SM 18 continue donc d'exiger l'embauche de personnel supplémentaire, indispensable.

Correspondant LO

FILM

«LA VIE ET RIEN D'AUTRE»

de Bertrand Tavernier

avec Philippe Noiret et Sabine Azéma

«Napoléon a peut-être fait un million de morts en vingt ans. Nous, on en a fait un million trois cent mille de 14 à 18. Y nous prenaient pour des cons, ces boches. Total, c'est nous le record». D'entrée, ce dialogue dans l'hôpital militaire situe le film de Bertrand Tavernier.

En 1920, deux ans après la guerre, l'on n'a pas fini de panser ses plaies. Celle-ci est partout présente, dans ces paysages désolés, ces villes en ruines, dans ce vieux paysan qui en labourant tombe sur une mine : *«On en rencontrera toujours, de ces engeances».*

Le commandant Dellaplane (Philippe Noiret), directeur du Bureau de Recherche et d'Identification des Militaires Tués ou Disparus, veut retrouver la trace des 349 771 «poilus» disparus (un effectif qui équivaut à celui de l'armée française aujourd'hui). Il n'a de cesse de dresser le tableau le plus complet de cette boucherie contre laquelle il enrage. Il en a assez de se taire, assez de *«ces journaux qui n'en ont que pour le mensonge et le crétinisme galonné».*

Sur les lieux mêmes où l'on exhume le reste de cette hécatombe, se presse une population à la recherche de la trace d'un être cher. Et parmi ceux-là, deux jeunes femmes : Alice, la fille du peuple, et Irène, la bourgeoise. Irène découvre, grâce au commandant Dellaplane, les dessous sordides de la guerre. Celui-ci lui révèle quelques-uns des marchandages entre industriels de l'armement et de la sidérurgie des deux bords. Notamment comment, pendant qu'on bombardait de part et d'autre les villages, on respectait, avec la complicité des états-majors, les usines, quitte à les transférer en bon état de marche aux collègues et amis de l'autre camp. Voilà qui permit de faire durer la guerre, source de bien des profits, un peu plus de temps...

Parallèlement à cela, une vaste farce se déroule : la recherche du soldat inconnu, pour les cérémonies du 11 novembre, jeu grotesque consistant à identifier un soldat totalement inconnu, mais qui se doit d'être «bien français» : *«Vous n'allez pas mettre un english ou un boche sous l'arc de triomphe»... «pas un nègre non plus»!* C'est avec l'aide de troupes coloniales (auxquelles est toujours réservé le sale boulot : le déminage c'est pour les Algériens ; là ce sont des Annamites qu'on charge de déterrer les cercueils qu'on se met à sa recherche, pour finalement tirer au sort, au cours d'une cérémonie touchant au burlesque, l'heureux gagnant de la loterie, le véritable soldat inconnu, but de toutes les parades militaires à venir...

Dans son film, riche en dialogues caustiques, Tavernier n'ignore rien des petits et grands scandales de cette guerre. Il montre les choses avec pudeur, préférant les suggérer (les cadavres que l'on identifie sont extraits d'un tunnel et on ne les «voit» que par les évanouissements qu'ils provoquent). On voit que la vie reprend ses droits. Mais la stupidité militaire, l'imbécilité des parades patriotiques, les profits avec les petits et gros trafics qui reprennent au grand jour, sont là aussi. La guerre, une fois finie, laisse place à toutes sortes d'industries : par exemple celle, très «artistique», de la statuaire : ne faut-il pas sculpter 35 000 monuments aux morts ?

Quant aux champs de bataille, ils n'ont pas fini de livrer leurs richesses : souvenirs des morts pour les uns, mais aussi tonnes de ferraille ou lingots de plomb vite reconvertis en lingots d'or pour les autres.

Cela donne un film réussi, réaliste et loufoque à la fois, à la Prévert, qui dénonce la bêtise de la guerre et du militarisme.

Bernard VANNES

Signalons aussi que le scénario du film est publié sous forme de roman : *La vie et rien d'autre,* de Jean Cosmos, aux éditions Robert Laffont, 92 F.

Jean Cosmos, scénariste du film :
«Définitivement contre la guerre»

Jean Cosmos, scénariste de *La vie et rien d'autre* a bien voulu nous parler de son film et de ce qu'il a voulu faire avec Bertrand Tavernier :

«A Paris régnait, rue Lacépède, le service vers lequel étaient acheminés la totalité des débris recueillis sur les champs de bataille au moment où les entrepreneurs – car ce sont des entreprises qui ont fait cela – ratissaient le sol pour récupérer les métaux non ferreux ; c'était cela la grande mission.

(...) Et il y avait tout ce que l'état civil a mis en place pour profiter du travail fait pour essayer de récupérer un certain nombre d'identifications à accrocher sur des places libres, des trous dans la photo. Il y avait des dossiers qu'on pouvait clore à l'occasion.

Les familles recevaient un avis de «porté disparu». Ce qui évidemment créait une équivoque formidable. «Porté disparu» laissait la place à l'espoir. (...). Les premiers chiffres ont été de 360 000 disparus à la sortie de la guerre. A l'heure actuelle il en reste 230 000.

On voulait parler de la guerre et de ce qu'elle apporte au fond, et qui n'est que misère. Il continue à y avoir des 14 juillet triomphants, le défilé militaire est une chose qui continue de remuer encore un peu les peuples... Or la finalité de cela, c'est de ranimer ou maintenir un filet de vindicte, d'émotivité guerrière.

Moi, je n'ai pas subi cela directement : je suis né en 1923, j'avais 16 ans en 1939. J'ai été mis en présence de la guerre, de l'Occupation en France. De 16 à 21 ans, on peut juger des choses. Dans toute ma jeunesse, toutes les réunions familiales se sont toujours déroulées avec un fond de récits guerriers de mon père, de mon oncle, de mon parrain. Mon parrain et mon oncle, c'étaient deux types qui avaient fait la guerre sur la même pièce de 75. Il y avait un autre type qui est un authentique personnage qui était dans Les Croix de bois.

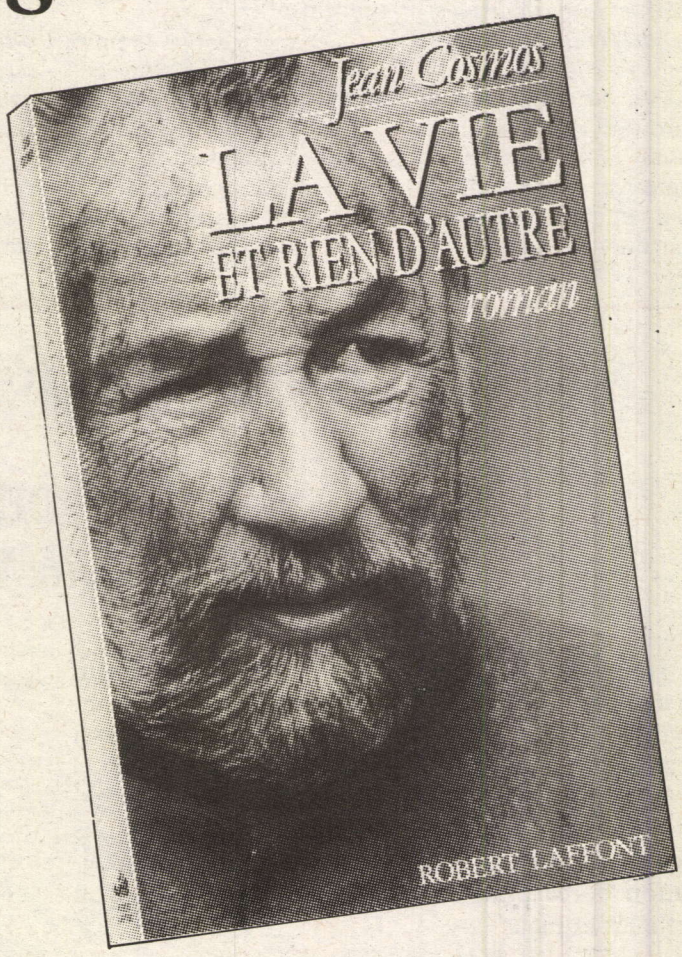
Ils étaient imprégnés de cela et en même temps ils étaient, mais définitivement, contre cela. Ils m'ont inculqué cet esprit. Même ceux qui sont revenus vivants étaient un peu morts quand même. Mon père, quand il en est revenu, n'a pas vécu une vie d'homme normal ; parce qu'il a toujours été malade avec un emphysème, avec une impossibilité respiratoire parce que gazé partiel.

Parler de la guerre, pour Bertrand et moi, ne nous intéressait pas (...) C'est ce qui reste, les forêts annulées, les sols zigouillés, qui est le plus important. Ce qui a justifié pour nous le fait de faire ce film.

On a aussi, parce que c'est vrai, introduit des notions un peu ironiquement amères. Par exemple, l'immense succès de l'art statuaire, en 1920, les sculpteurs qui n'arrêtaient pas de taper dans le machin. Là encore il y a un marché qui s'est établi. Cela représente l'érection de dizaines de milliers de monuments, avec des concurrences. Quand vous les voyez, c'est terrifiant.

L'incident des types qui regrettaient de n'avoir pas de mort dans la commune, ça, ça a existé. Il y a une commune où il n'y a pas eu de mort.

Et alors ils fermaient leur gueule, c'est tout. Ils n'intervenaient pas au niveau du canton et le canton ne leur distribuait rien de ce qui allait aux communes».



Le Premier ministre remplacé :

ALGÉRIE
CHADLI CHANGE DE FUSIBLE

Hamrouche (à gauche) à côté de Chadli. C. Vioujard / GAMMA

Le président de la République algérienne, Chadli Benjedid, a limogé samedi 9 septembre son Premier ministre, le colonel Kasdi Merbah. Celui-ci avait été nommé un mois après la répression sanglante des émeutes d'octobre 1988. Il est remplacé par Mouloud Hamrouche, un fidèle de Chadli, dit-on. Cette substitution de personne à la tête du gouvernement survient alors que la date anniversaire des émeutes d'octobre 1988 approche, sans qu'aucun des problèmes qui les avaient déclenchées n'ait été résolu.

Ce remplacement d'un militaire par un familier des ministères (après avoir été lui aussi formé par l'armée) ne signifie certes pas un changement de politique. Mouloud Hamrouche s'est empressé de préciser à toute la population algérienne, dans une sorte de discours inaugural à la presse, que son principal souci va consister *«à communiquer à la population (sa) détermination à developper le maximum d'efforts pour prendre en charge ses problèmes les plus aigus»*. Quand les dirigeants parlent de faire *«le maximum d'efforts»*, de l'autre côté de la Méditerranée comme de ce côté, on sait que ce n'est pas à une amélioration de leur sort que les pauvres et les travailleurs doivent s'attendre...

Quand à la démocratisation du régime, Mouloud Hamrouche a rapidement donné une idée de la façon dont il la conçoit en déclarant qu'il choisira ses ministres au sein du FLN, car celui-ci *«renferme les sensibilités de tous les autres partis, puisque ces derniers en faisaient partie auparavant»* ! On admirera le raisonnement !

Ce changement de Premier ministre intervient alors que la crise économique continue à frapper de plein fouet les classes populaires, et alors que la situation sociale semble sur le point d'exploser à nouveau. La colère gronde au point d'affoler un certain nombre de responsables politiques qui vont jusqu'à reconnaître, par un euphémisme prudent, *«l'ambiance délétère qui s'était étendue dans le pays»* à la veille du limogeage de Kasdi Merbah. Et ce dernier semble en effet avoir été jeté par Chadli en pâture à l'opinion, dans l'espoir peut-être qu'elle se contenterait de ce bouc émissaire pour accorder au gouvernement un répit, s'armer de patience en attendant de voir à l'œuvre le nouveau Premier ministre, et oublier misère et revendications.

Le calcul se révèlera-t-il exact ? Rien n'est moins sûr car la population semble désormais s'habituer à réagir sans s'en laisser conter. La presse a ainsi rapporté comment la population de la ville de Didouche Mourad s'était regroupée le dimanche 10 septembre devant la mairie pour protester contre la politique de l'administration dans un problème de viabilisation de terrains à bâtir, en suspens depuis 1983, puis, aux brigades anti-émeutes et aux gendarmes envoyés sur place, avait répondu par des affrontements, érigeant des barrages et bloquant la route nationale. De même, récemment, plusieurs milliers d'habitants de la ville d'Aïn-Benian se sont rassemblés devant les murs de la prison pour réclamer la libération de douze détenus, coupables d'avoir participé à une manifestation pour dénoncer la politique d'attribution de logements sociaux. Et ce ne sont sans doute là que quelques faits parmi bien d'autres.

Alors, un limogeage de Premier ministre, cela risque d'être bien insuffisant pour mettre fin à la contestation permanente dont le régime algérien semble être devenu la cible.

L.P.

MAROC
NOUVELLES VICTIMES DE LA DICTATURE

Au Maroc, en août dernier, quatre détenus sont morts dans les locaux de la gendarmerie de Sidi Slimane et de la police de Larache après avoir été torturés. Ces quatre hommes avaient eu pour seul tort de participer à des manifestations de protestation contre *«les destructions illégitimes de leurs habitations»*, dénoncent deux organisation marocaines des droits de l'homme.

Sous prétexte de lutter contre les bidonvilles, les autorités de différentes agglomérations ont entrepris de raser purement et simplement des quartiers entiers... sans qu'aucun relogement soit organisé. Dans plusieurs régions, ces destructions se sont accompagnées, soulignent les mêmes organisations, *«d'un racket organisé, du fait de la dépravation de certains agents de l'autorité»* avant de laisser place à la brutalité et à l'arbitraire des forces de répression.

Outre la corruption, l'omniprésence d'une police à l'affût du moindre signe de rébellion et la crise économique qui réduit toujours plus le niveau de vie des plus pauvres, la misères des campagnes a déclenché l'exode de toute une population venue s'entasser dans les bidonvilles de Casablanca, Rabat ou autre grande ville. Aujourd'hui, les bulldozers de la dictature prétendent les faire disparaître à défaut de résoudre les problèmes de leurs habitants.

Avec le même mépris pour la vie de la population, en août dernier, la police du roi laissait trois détenus pousser leur grève de la faim jusqu'au coma et l'un d'entre eux mourir après 64 jours de jeûne. Ce dernier avait été condamné à un an de prison pour *«troubles de l'ordre public»* après les manifestations qui, dans diverses universités du pays, réclamaient de meilleures conditions d'étude.

Régulièrement, Hassan II et son régime de dictature s'illustrent par de telles exactions. Cela n'empêche pas un Mitterrand d'accueillir fort aimablement son royal confrère quand il n'est pas lui-même invité dans un palais du Maroc ou dans celui que possède Hassan II, près de Saint-Germain en Laye, au cœur de la France... très républicaine.

L.P.

Les tueurs de la République islamique toujours à l'œuvre :

DEUX DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE D'IRAN ASSASSINÉS

Deux dirigeants du Parti Communiste d'Iran viennent d'être victimes d'attentats, le premier, Bahman Djavadi, à Chypre le 27 août, le second, Sedigh Kamangar, au Kurdistan, une semaine plus tard.

Tous deux étaient des militants du Komala, l'organisation kurde du Parti Communiste d'Iran, et tous deux avaient participé à la mise sur pied de l'organisation de ce parti à l'étranger parmi les exilés et réfugiés iraniens.

Ces deux assassinats, venant après celui du dirigeant du Parti Démocratique des Kurdes d'Iran, Ghalem Ghasemlou il y a quelques semaines à Vienne, montrent que la mort de Khomeiny n'a pas changé, en tout cas, les méthodes du régime qu'il a laissées derrière lui. Pour terroriser la population iranienne qui pourrait être tentée d'espérer un changement après la disparition de Khomeiny le régime non seulement a massacré systématiquement des milliers d'opposants qu'il détenait en prison depuis des années mais il envoie ses tueurs contre ceux qui sont réfugiés à l'étranger.

Pour protester et attirer l'attention sur les méfaits d'un régime sanglant, l'association des sympathisants du Parti Communiste d'Iran organise avec un certain nombre d'autres organisations iraniennes une manifestation le samedi 16 septembre à 15 heures à la Gare de l'Est à Paris.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995